

# **OIBT – Rapport annuel 2018**









### **OIBT – Rapport annuel 2018**

Citation recommandée: OIBT 2019. Rapport annuel 2018. Organisation internationale des bois tropicaux, Yokohama, Japon.

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) est une organisation intergouvernementale qui favorise la conservation ainsi que la gestion, l'utilisation et le commerce durables des ressources des forêts tropicales. Ses membres représentent la majeure partie des forêts tropicales dans le monde et du commerce international des bois tropicaux. L'OIBT élabore des textes d'orientation ayant fait l'objet d'un accord international et visant à favoriser la gestion forestière durable et la conservation des forêts, et elle aide les pays tropicaux membres à adapter ces orientations aux conditions locales et à les mettre en œuvre par des projets sur le terrain. En outre, l'OIBT rassemble, analyse et diffuse des données relatives à la production et au commerce des bois tropicaux, et elle finance une gamme de projets et autres actions qui visent à développer des entreprises d'échelle villageoise ou industrielle. Depuis son entrée en activité en 1987, l'OIBT a financé plus d'un millier de projets, d'avant-projets et d'activités pour une valeur dépassant 400 millions de dollars des États-Unis. Tous les projets sont financés par des contributions volontaires, les principaux bailleurs de fonds étant les Gouvernements du Japon et des États-Unis d'Amérique.

© ITTO 2019

Cet ouvrage est protégé par des droits d'auteur. À l'exception du monogramme de l'OIBT, les informations graphiques et textuelles de cette publication peuvent être reproduites en intégralité ou en partie à condition qu'elles ne soient ni vendues, ni exploitées à des fins commerciales, et que leur source soit citée.

#### Déni de responsabilité

Les désignations employées dans la présente publication de même que la présentation du contenu n'impliquent en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion se rapportant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou bien de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières et limites.

ISBN 978-4-86507-054-5

Photo de couverture: TRAFFIC

Médaillons en couverture: H. Chanrithy/FAC (à g.); T. Sánchez (centre); R. Carrillo (à d.)

Médaillons au dos: G. Sánchez-Vigil (à g.); Afrique Green Side (centre); Parc national de Betung Kerihun (à d.)

### **Table des matières**

Si	gles et acronymes	4
M	essage du Directeur exécutif	5
	Conseil international des bois tropicaux.	
2	Résultats et retombées des projets de terrain de l'OIBT en 2018	11
3	Économie, statistiques et marchés.	21
4	Reboisement et gestion forestière	23
5	Bourses	25
6	Coopération internationale	29
	Sensibilisation	
8	Situation financière	41
۵	Étate mombres et voix	17

## **Sigles et acronymes**

CITES	Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction
CTSP	Programme de la CITES sur les espèces arborées
Exercice 2018	Exercice clos au 31 décembre 2018
ÉU.	États-Unis d'Amérique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GDF	gestion durable des forêts
ODD	Objectif de développement durable
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux
REDD+	réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (y compris le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier)

REDDES	(Programme thématique de l'OIBT relatif à) la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts, et à la valorisation des services environnementaux dans les forêts tropicales
RPF	restauration des paysages forestiers
SIM	(Mécanisme de) surveillance indépendante du marché
TFLET	Programme thématique de l'OIBT (relatif à) l'application des lois forestières tropicales, à la gouvernance et au commerce
UE	Union européenne
\$EU	dollar(s) des États-Unis d'Amérique

### Message du Directeur exécutif

Comme en témoigne ce rapport annuel, en 2018, l'OIBT a avancé sur plusieurs fronts pour s'acquitter de sa mission.

Mais il y a certes beaucoup à faire. En effet, la dégradation des forêts progresse rapidement, en particulier à la périphérie des vastes forêts pluviales tropicales ainsi que dans les régions plus arides où les populations doivent assurer leurs besoins quotidiens en bois et produits non ligneux.

Il est donc manifeste que, pour optimiser le rôle des forêts tropicales productives dans l'optique d'un développement économique durable, il nous faut traiter toute une série de facteurs, au nombre desquels figurent la demande journalière en bois de feu et en bois chez les communautés locales, le manque d'expertise en matière de gestion forestière, le déficit d'investissement, les pratiques illicites ou encore la perte de vitalité des forêts due au changement climatique. Ainsi que le résume ce rapport annuel, l'OIBT, dans le cadre de ses travaux de politique et de son programme de projets, s'attaque précisément à ces problématiques.

Car, en définitive, les forêts tropicales ne seront conservées qu'à partir du moment où l'offre durable en produits et services créera de la valeur ajoutée. En effet, les taux élevés de déforestation et de dégradation que l'on constate aujourd'hui résultent en grande partie du manque de compétitivité de la gestion durable des forêts (GDF).

Cela dit, la volonté qu'affichent aujourd'hui le secteur privé et le commerce international de mettre en place des chaînes d'approvisionnement légales et durables sans déforestation pour les produits alimentaires et ligneux nous autorise à être optimistes. Et je suis fier que l'OIBT, qui a toujours ouvert la voie dans ce domaine, ait franchi une étape supplémentaire à cet égard en 2018 en organisant en Chine un atelier visant à réunir quelques-unes des principales entreprises de produits bois de ce pays qui, aux côtés d'autres acteurs, envisageront la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes pour les produits forestiers. Nous savons qu'une telle quête est une entreprise de longue haleine, mais l'OIBT est résolue à œuvrer avec tous les acteurs pour faire en sorte qu'elle aboutisse, dans le cadre de cette initiative chinoise ainsi que d'autres.

Toujours en 2018, l'OIBT a poursuivi ses travaux avec des organisations partenaires – dont les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, des organismes nationaux ainsi que nombre d'organisations non gouvernementales – dans toute une série de domaines à travers une myriade de projets et autres activités. Articulés autour d'une même vision, les objectifs de l'OIBT sont en phase avec ceux de ses partenaires à plus d'un titre. Ce sont sans doute les Objectifs de développement durable (ODD) qui expriment la quintessence de ce qui nous réunit, car ils représentent la vision d'un avenir permettant à tout un chacun de s'épanouir, à la biodiversité de notre planète d'être conservée et aux services environnementaux essentiels d'être maintenus et valorisés

Or, la mission de l'OIBT est parfaitement en accord avec cette vision. J'aimerais remercier le Conseil international des bois tropicaux, qui a été dirigé en 2018 avec compétence par son président, M. Zhang Zhongtian, pour ses orientations. Et je terminerais en exprimant toute ma reconnaissance à mes collègues du Secrétariat pour leur travail intense tout au long de l'année.



Photo: EY Japan

#### Satoshi Akahori



C'est avec un immense regret que l'OIBT fait part de la soudaine disparition de M. Satoshi Akahori, Directeur adjoint de la gestion forestière, intervenue dans son pays natal, au Japon, le 24 juin 2018 à l'âge de 55 ans. Satoshi avait rejoint

l'Organisation le 1<sup>er</sup> avril 2018, après une longue carrière brillante à l'Agence japonaise de la foresterie, au sein de laquelle il avait occupé plusieurs postes, dont celui de Directeur général de l'Institut de formation forestière; de Directeur de la Division de l'exploitation et de la conservation des forêts; et de Directeur de la coopération internationale forestière. Avant d'être détaché à l'OIBT, il avait aussi travaillé sur des dossiers forestiers au niveau international, y compris dans le cadre d'un détachement à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de 1990 à 1992.

Bien qu'il n'ait été en fonction que quelques mois à l'OIBT, Satoshi a apporté au Secrétariat sa précieuse expertise concernant divers aspects relevant notamment de la gestion durable des forêts, de la gouvernance des forêts, de la légalité des bois et de la coopération internationale.

Tous ceux qui l'ont côtoyé garderont le souvenir de sa personnalité rayonnante, de son excellent sens de l'humour et de sa serviabilité envers quiconque croisait son chemin. Son absence est durement ressentie par sa famille, ses collègues du Secrétariat de l'OIBT, l'Agence forestière japonaise ainsi que tous ceux qui le connaissaient.





Lors de sa 54º session, le Conseil international des bois tropicaux a été informé que les efforts destinés à encourager les chaînes d'approvisionnement durables, à accroître le rôle des femmes et à coopérer pour promouvoir les bois tropicaux durables aideront à impulser un nouvel élan à l'Organisation.

Le Conseil, qui est l'organe directeur de l'OIBT, se réunit au moins une fois par an afin de discuter de questions variées qui ont pour objet de favoriser la gestion durable des forêts et le commerce des bois tropicaux produits suivant des pratiques durables. Sa 54e session s'est tenue du 5 au 9 novembre 2018 au siège de l'OIBT à Yokohama, au Japon.

ERSCYTTE MESTICS CHAIRPERSAUSE NICE CHAIRPE

M. Dieterle (2<sup>e</sup> en partant de la g.) s'exprime depuis la tribune le jour de l'ouverture de la 54<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux. Photo: K. Sato/OIBT

Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'ouverture de la session, le président du Conseil, M. Zhang Zhongtian a indiqué que la gouvernance interne de l'OIBT était désormais conforme aux normes internationales, voire les excédait, et que l'Organisation était prête à reprendre son rôle de premier plan au sein de la communauté forestière mondiale.

M. Zhang a ajouté que le Rapport spécial du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, publié en octobre 2018, avait envoyé un signal clair, à savoir que pour éviter un changement climatique catastrophique, des forêts productives, des produits forestiers obtenus en mode durable et une économie circulaire revêtaient une importance cruciale.



Le président du Conseil international des bois tropicaux en 2018, M. Zhang Zhongtian (à d.) reçoit l'emblème de la présidence de la part de son successeur, M. John Leigh, à la clôture de la 54° session. Photo: K. Sato/OIBT



Au cours de l'excursion au village de Doshi, on s'est livré à un exercice de démonstration: de l'eau a été versée dans deux récipients servant de filtre, dont l'un était rempli uniquement de terre et l'autre de terre plantée de semis d'arbres. On constate que de l'eau boueuse se déverse précipitamment du récipient ne contenant que de la terre, tandis qu'une eau claire s'écoule lentement de celui planté de semis. Photo: K. Sato/OIBT

«Depuis ses tout débuts, l'OIBT, dans le cadre de ses politiques et projets de terrain, favorise la GDF, la production de bois en mode durable et le commerce durable des produits forestiers», a ajouté M. Zhang. «Depuis longtemps donc, nous ouvrons la voie aux efforts visant à développer une économie qui soit plus circulaire et pérenne. Désormais régie par une gouvernance fondée sur les meilleures pratiques, l'OIBT est aujourd'hui fin prête à tenir un rôle de premier plan dans cette nouvelle dynamique mondiale favorable aux chaînes d'approvisionnement durables.»

Les membres du Conseil ont également pu entendre les interventions de dignitaires de haut niveau, dont M. Alain-Richard Donwahl, le Ministre ivoirien des eaux et forêts; M<sup>me</sup> Rosalie Matondo, la Ministre congolaise de l'économie forestière (par le truchement de M. Felix Ngoma, l'ambassadeur du Congo au Japon); M. Benito Owusu-Bio, le Ministre délégué ghanéen du territoire et des ressources naturelles; M. Hongo Koji, le Directeur général adjoint de l'Agence japonaise des forêts; M. Katsunori Watanabé, le Maire adjoint de la Ville de Yokohama; M. Hiroto Mitsugi, le Directeur général adjoint de la FAO; et M<sup>me</sup> Marjolin Sonnema, la Vice-ministre de l'agriculture du Ministère néerlandais de l'agriculture, de la nature et de la qualité de l'alimentation. Dans leurs allocutions, ils ont notamment mis en exergue le rôle de l'OIBT s'agissant de promouvoir la foresterie communautaire dans divers pays africains; les travaux conjoints menés avec d'autres organisations internationales en vue de promouvoir les chaînes de valeur durables; et le potentiel qu'offrent les forêts tropicales de contribuer de manière majeure à la réalisation des ODD ainsi que les opportunités ainsi offertes à l'Organisation.

Des contributions volontaires totalisant 3,83 millions \$EU ont été annoncées ou confirmées lors de la session du Conseil. Ce montant inclut la confirmation d'une enveloppe de 1,24 million \$EU environ que le Gouvernement de l'Allemagne avait promise lors de la session précédente en 2017. L'ensemble de ces fonds servira à mettre en œuvre un éventail d'activités du Programme de travail biennal de l'Organisation.



M<sup>me</sup> Marjolijn Sonnema, la Vice-ministre néerlandaise de l'agriculture, a expliqué que les forêts offraient la possibilité de contribuer de manière majeure à concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable. Photo: Y. Kamijo

L'OIBT a attribué une bourse à 22 candidats, dont six femmes, issus de douze pays membres producteurs, pour un montant total proche de 140 000 \$EU.

À cette session, les donateurs furent l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique (É.-U.) et la République de Corée.

Les comités techniques du Conseil ont examiné, au cours de la session, les projets et activités que finance l'OIBT, dont plusieurs ont été déclarés achevés.

Le Conseil a adopté plusieurs décisions, ayant essentiellement trait à des mesures d'ordre administratif et à la levée de fonds, qui ont pour but d'obtenir des ressources accrues pour pouvoir remplir le mandat de l'OIBT. Le Conseil a adopté la Politique de l'OIBT en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et a statué sur la question de la rotation dans le cadre de la sélection du Directeur exécutif.

La cinquième journée de la session, les délégués du Conseil se sont rendus aux sources du fleuve Doshi qui alimente Yokohama en eau potable. Le but de cette excursion était de montrer comment les meilleures pratiques de gestion d'un bassin versant et un dispositif de rémunération de services environnementaux sont mis en œuvre avec succès.

Toutes les Décisions adoptées lors de cette session, ainsi que d'autres documents du Conseil, dont les états financiers, sont disponibles sur: www.itto.int/fr/council\_committees/decisions et www.itto.int/fr/council\_committees/documents

Pour en savoir plus sur l'actualité quotidienne de la 54e session du Conseil international des bois tropicaux, dont photos, présentations et vidéos, consulter: www.itto.int/ittc-54



Le Conseil a assisté à une table ronde du Groupe consultatif de la société civile qui a appelé à ce que les femmes jouent un rôle accru dans le secteur forestier. Photo: K. Sato/OIBT





Ce chapitre présente une sélection de projets achevés ou en cours qui illustrent les travaux de l'Organisation sur le terrain. Les projets qui figurent ici sont articulés avec les priorités stratégiques du Plan d'action de l'OIBT en vigueur.

Pour en savoir plus sur le Plan d'action de l'OIBT, consulter: www.itto/int/fr/council\_committees/action\_plans

Priorité stratégique 1: Favoriser la bonne gouvernance forestière et les cadres de politiques publiques permettant le renforcement de la gestion durable des forêts et du commerce connexe et une augmentation des financements de la GDF et des investissements y afférents

L'OIBT accompagne les efforts que mènent ses membres en vue d'assurer que les lois, règlements et réglementations d'ordre forestier soient respectés au cours de la récolte, du transport et de la transformation des produits forestiers, et de remédier au défaut de conformité aux lois internationales, nationales et internationales relevant des forêts et de la foresterie.



Des employés d'une entreprise exécutent un inventaire forestier à l'aide de l'outil BoManejo. Photo: Embrapa

### Un outil pour accompagner la planification de la GDF en Amazonie

Intitulé du projet	Gestion durable des forêts de production d'échelle commerciale en Amazonie brésilienne – Phase II (Brésil)
Numéro de projet	PD 452/07 Rev.5 (F)
Statut	En cours
Coût	1 447 891 \$EU
Agence d'exécution	Embrapa Amazônia Oriental
Donateur	Japon
ODD connexes	8, 9, 12, 13 et 15

En Amazonie brésilienne, la législation oblige un opérateur à appliquer le plan de gestion forestière durable (PGFD) ayant été approuvé par l'institution publique compétente. Ce projet a permis de développer un outil, le *BoManejo* (inspiré des résultats d'un projet antérieur de l'OIBT), pour aider à élaborer ces PGFD. Le *BoManejo* peut aussi servir à produire des rapports et tableurs qui seront soumis aux services publics de délivrance de permis, lesquels examinent la documentation avant d'approuver un plan annuel d'opération et de délivrer un permis d'exploitation forestière.

Cet outil a prouvé son efficacité au cours des programmes pilotes et de la mise en œuvre. Le projet s'attache maintenant à persuader un plus grand nombre d'entreprises du bois d'utiliser le *BoManejo* afin d'améliorer leur propre efficacité et de dynamiser les efforts menés pour réaliser la GDF.

#### Élaboration de critères et indicateurs en Thaïlande

Intitulé du projet	Élaboration et mise en œuvre de critères et indicateurs de la gestion durable des forêts plantées et forêts communautaires en Thaïlande
Numéro de projet	PD 470/07 Rev.1 (F)
Statut	En cours
Coût	258 674 \$EU
Agence d'exécution	Département royal des forêts en collaboration avec le Département thaïlandais des parcs nationaux, de la faune et de la conservation de la flore
Donateur	Japon
ODD connexes	8, 11, 12 et 15

Pour encourager la mise en valeur et la gestion durable de ses forêts plantées et forêts communautaires, la Thaïlande a besoin de critères et indicateurs de la GDF. Au titre de ce projet, les acteurs ont été consultés dans le cadre de divers forums de niveau national ou local, tandis que des visites sur site ont été effectuées en vue de recueillir des données et des éclairages et d'assurer que toutes les voix soient entendues. Le Groupe national de travail a examiné le premier projet de critères et indicateurs, qui est actuellement révisé sur la base des retours.

#### Améliorer la gouvernance des forêts au Panama

Intitulé du projet	Gouvernance des forêts tropicales dans la région panaméenne de Darién (Panama)
Numéro de projet	PD 602/11 Rev.3 (F)
Statut	En cours
Coût	616 163 \$EU
Agence d'exécution	WWF-Panama
Donateur	Japon, États-Unis
ODD connexes	12, 13 et 15

Ce projet met en place un cadre institutionnel et de gouvernance qui a pour but de prévenir l'exploitation forestière illicite, par la mise en œuvre de dispositifs de suivi des flux de bois, de systèmes de vérification des permis forestiers, d'incitations financières à la gestion responsable des forêts et de campagnes d'achat responsable.

L'un des produits essentiels du projet à ce jour a trait à la mise au point d'un système de traçabilité visant à effectuer le suivi des bois depuis la forêt jusqu'au consommateur. D'ores et déjà, il a permis de réduire les activités forestières illégales, ce dont bénéficient les forêts, les gestionnaires, les entreprises et l'État. Ce système permet d'assurer, au moyen d'un dispositif électronique – une puce –, la traçabilité d'un arbre depuis le moment où il est identifié jusqu'au point où son bois parvient au consommateur. Il permet de recueillir des informations sur environ 700 arbres prélevés par jour, et le Ministère de l'environnement prévoit d'élargir son usage à d'autres régions du pays. Ce projet est étroitement lié à un autre projet, [TFL-PD 044/13 Rev.2 (M)].

# Priorité stratégique 2: Augmenter la contribution des forêts tropicales aux économies nationales et locales, notamment par le commerce international

L'OIBT reconnaît le potentiel d'expansion et de diversification que présente le commerce de produits obtenus de forêts tropicales en gestion durable s'agissant de contribuer au développement durable. L'Organisation encourage, dans le cadre de dialogues, de partenariats, de l'élaboration de politiques et de projets, les industries qui sont basées sur des forêts tropicales durables ainsi que le commerce associé.

# Accroître au Guatemala la capacité des petites entreprises à mener des activités commerciales forestières

Intitulé du projet	Développement d'un programme de services de gestion commerciale pour les microentreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises au Guatemala
Numéro de projet	PD 756/14 Rev.1 (M)
Statut	Achevé
Coût	275 053 \$EU
Agence d'exécution	Instituto Nacional de Bosques
Donateur	États-Unis
ODD connexes	1, 8, 9 et 15

Au Guatemala, nombre de communautés locales ont créé des activités commerciales basées sur l'utilisation durable de forêts productrices de biens et services forestiers. Ces activités, qui démarrent généralement sous la forme de projets de développement social à but non lucratif, souffrent toutefois d'un manque de capacités sur le plan de la production et de la commercialisation.



Afin de remédier à cette situation, le projet a sélectionné dans tout le pays plus de 40 petites et moyennes entreprises afin de les accompagner dans l'élaboration de leur plan d'activité. Il leur a ainsi dispensé une formation à la gestion commerciale et enseigné comment diffuser cette compétence ainsi acquise à d'autres en vue d'élargir la formation à des centaines d'entrepreneurs locaux. Les 40 entreprises ciblées ont aussi été encouragées à participer à des événements régionaux de marketing, ce qui a considérablement augmenté la taille de leurs marchés potentiels. En outre, le projet a encouragé l'Institut national des forêts du Guatemala à élargir son champ d'action en fournissant des services de vulgarisation à neuf régions administratives supplémentaires.

### Développement de la filière du bambou en Indonésie

Intitulé du projet	Renforcer les capacités dans l'optique d'une utilisation efficace et durable des ressources en bambou en Indonésie
Numéro de projet	PD 600/11 Rev.1 (I)
Statut	Achevé
Coût	872 032 \$EU
Agence d'exécution	Agence de recherche- développement forestiers, Ministère de la foresterie
Donateurs	Australie, Japon et Suisse
ODD connexes	1, 5, 9 11, 12 et 15

L'objectif de ce projet était d'aider les communautés locales situées dans des sites pilotes à accroître leurs ressources en bambou, à créer de la valeur ajoutée et à mieux les gérer. Le projet a, entre autres, mis en place une nouvelle installation de traitement du bambou dans la province de Nusa Tenggara Est, dont le but est d'augmenter la longévité des produits du bambou au moyen d'un traitement de conservation non chimique respectueux de l'environnement. Le projet a aussi mis au point dans la province de Bali un modèle de renforcement des capacités qui peut être reproduit ailleurs en Indonésie dans le cadre du programme «Un millier de Villages du Bambou», lequel vise à accompagner le développement d'une filière nationale du bambou florissante.

Le projet a mené un inventaire des ressources en bambou et des études de faisabilité sur le développement de la filière du bambou; a permis de planter à Kintamani 2 000 pousses de bambou de haute valeur économique; a produit un manuel des techniques de l'ensemencement du bambou et de sa culture en pépinière; et a aidé des femmes à développer leur entreprise de vannerie du bambou.

#### Priorité stratégique 3: Renforcer la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois d'œuvre

D'une riche biodiversité, les forêts tropicales naturelles jouent aussi un rôle crucial dans l'économie, tant à l'échelon local que national. Or, elles font l'objet d'une pression immense et nécessitent d'être protégées. À travers des projets et l'élaboration de politiques, l'OIBT aide ses pays membres producteurs à mettre en œuvre des stratégies visant à la protection et à la gestion durable de ces ressources vitales.

### Conserver la biodiversité et habiliter des communautés à la frontière de Bornéo

Intitulé du projet	Promotion de la conservation de la biodiversité dans le Parc national de Betung Kerihun (BKNP) en tant qu'écosystème transfrontalier entre l'Indonésie et l'État malaisien du Sarawak, Phase III (Indonésie)
Numéro de projet	PD 617/11 Rev.4 (F)
Statut	Achevé
Coût	1 214 479 \$EU
Agence d'exécution	Parc national de Betung Kerihun, Direction générale de la protection des forêts et de la conservation de la nature, Ministère de la foresterie
Donateurs	Japon, Suisse et États-Unis
ODD connexes	1, 5, 12, 13 et 15

Au cours de cette troisième phase d'un projet au long cours, des communautés et autorités locales ont travaillé de concert et partagé leurs connaissances afin d'assurer que populations et environnement continuent de prospérer dans la zone transfrontière riveraine du Parc national de Betung Kerihun (côté indonésien) et du Sanctuaire de faune de Lanjak-Entimau (côté malaisien). Environ 65 représentants de pays de toute l'Asie du Sud-Est ont participé à une conférence sur la conservation transfrontière en Indonésie qui s'est tenue dans le cadre de ce projet, au cours de laquelle ils ont partagé les meilleures pratiques et leurs connaissances.

Le projet a procédé à un inventaire de la faune et de la flore afin d'alimenter en données la planification de la gestion.

Seize plans d'action communautaires ont été élaborés dans le but d'améliorer les moyens d'existence locaux, qui peuvent aujourd'hui être mis en action moyennant un soutien adéquat. Des efforts ont été déployés pour développer des infrastructures d'écotourisme et de production de biogaz dont l'économie locale puisse tirer des avantages. Des organisations non gouvernementales locales ont soutenu ce projet, par exemple en apportant un appui aux communautés dans l'éducation, la formation et autres formes d'assistance. Les femmes se sont montrées particulièrement dynamiques avec la mise en place d'une filière écotouristique dans cette zone, dont leur communauté a pu tirer des revenus supplémentaires.

Le projet a donné lieu à la préparation de sept rapports techniques portant sur divers aspects du Parc national de Betung Kerihun et sa gestion.

### Conserver les mangroves et assurer des moyens de subsistance

Intitulé du projet	Renforcement de la conservation des écosystèmes de la mangrove dans la réserve de la biosphère du nord-ouest du Pérou
Numéro de projet	PD 601/11 Rev.3 (F)
Statut	En cours
Coût	958 220 \$EU
Agence d'exécution	Mecanismos de Desarollo Alternos
Donateurs	Japon et États-Unis
ODD connexes	1, 11, 14 et 15

Si les mangroves sont très vulnérables au changement climatique, elles sont aussi, grâce à leur capacité à stocker de grandes quantités de carbone, en mesure d'aider à réduire la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Alors que plusieurs surfaces de mangrove sont protégées au Pérou, celles des régions de Piura et de Tombes, dans le nord-ouest du pays, sont restées dans leur majeure partie sans protection, entraînant leur dégradation. Accroître la participation locale aux efforts de protection de la mangrove peut être une source d'avantages pour les communautés et pour les écosystèmes de mangrove.

Avec l'assistance de ce projet, une nouvelle surface de conservation de près de 1 600 hectares a été créée dans un but de conservation et d'utilisation durable de la mangrove. Le projet aide les organisations et entreprises à développer l'écotourisme et autres activités économiques basées sur la mangrove, y compris par la pêche durable de crevettes et de coquillages ou encore la récolte d'algues. Il dispense en outre à six communautés locales une formation à la gestion durable des ressources en mangrove.

Le projet a cartographié les écosystèmes de mangrove péruviens et a publié un rapport technique sur la meilleure manière dont les communautés locales peuvent protéger ces écosystèmes cruciaux.



Ce centre de suivi situé dans le Parc national de Betung Kerihun a bénéficié d'un projet de l'OIBT au long cours. Photo: Parc national de Betung Kerihun

#### Priorité stratégique 4: Freiner le déboisement et la dégradation des forêts dans le monde tropical et valoriser l'apport des services écosystémiques

De vastes surfaces de forêt tropicale ont été dégradées ou ont disparu à travers le globe, entraînant la perte de services environnementaux. L'OIBT aide ses membres à restaurer leurs forêts dans le but d'accroître les services environnementaux que celles-ci procurent et de créer de nouvelles sources de revenus et de l'emploi pour les populations, les entreprises et les États.

### Habiliter les communautés locales à restaurer les réserves forestières au Ghana

Intitulé du projet	Gestion des forêts créées dans le cadre de la remise en état par des communautés locales de forêts dégradées au Ghana
Numéro de projet	PD 530/08 Rev.3 (F)
Statut	Achevé
Coût	642 534 \$EU
Agence d'exécution	Forestry Research Institute of Ghana
Donateur	Japon
ODD connexes	1, 2, 5, 13 et 15

Il est difficile au Ghana d'avoir accès à la terre de sorte que nombreuses sont les communautés locales à être fortement tributaires des réserves forestières pour pouvoir subsister, sachant par ailleurs que la dégradation des forêts peut donc impacter des communautés tout entières. Ce projet a travaillé avec des communautés locales de trois districts en leur donnant accès à des réserves forestières où plus de 22 hectares de forêts dégradées ont été restaurés. Parallèlement, les communautés



Des agricultrices plantent des plants d'arbres sur le site du projet de la communauté de Ntabene dans la réserve forestière de Pamu Berekum, au Ghana, dans le cadre du projet PD 530/08 Rev.3 (F). Photo: L. Damnyag/CSIR

ont pu exploiter les terres des réserves pour l'agroforesterie suivant un régime *Taungya* modifié (qui associe cultures vivrières et arbres) afin d'y produire de la nourriture et d'en tirer un revenu supplémentaire. Ce projet a aussi contribué aux efforts que mènent les autorités pour prévenir l'exploitation forestière illicite et le pâturage du bétail dans les réserves forestières et accroître la valeur de ces dernières. La Commission forestière du Ghana va désormais appliquer cette approche à d'autres régions du pays.

Les pépinières aménagées dans le cadre du projet, de même que les sites agroforestiers reboisés, sont aujourd'hui tous exploités par les communautés locales, au sein desquelles les femmes jouent un rôle important. Actives dans l'agriculture, le transport et le suivi, elles sont aussi sur un pied d'égalité avec leurs congénères masculins.



### Améliorer la gouvernance des mangroves au Guatemala

Intitulé du projet	Renforcement de la gouvernance et de la gestion durable des écosystèmes de mangrove au Guatemala au titre de mesure d'adaptation au changement climatique
Numéro de projet	RED-SPD 079/12 Rev.1 (F)
Statut	En cours
Coût	215 223 \$EU
Agence d'exécution	Instituto Nacional de Bosques
Donateur	Programme thématique REDDES
ODD connexes	1, 2, 11, 14 et 15

Les objectifs de ce projet consistent à protéger les mangroves vulnérables au Guatemala; à améliorer la gestion des mangroves pour éviter toute dégradation accrue de leur écologie; et à soutenir les communautés locales en réduisant le risque d'insécurité alimentaire et d'instabilité économique provoquées par l'effondrement écologique.

Le projet a permis de créer dans des surfaces de mangrove quatre forêts communautaires couvrant plus de 500 hectares qui servent de sites pilotes pour mettre en œuvre des démarches de conservation et de gestion durable. Plus d'une centaine d'habitants ont été formés à la conservation et à l'utilisation durable des mangroves, sachant que les modules et matériaux développés pour cette formation ont été conçus de manière à pouvoir être exploités dans d'autres zones et régions. Les acteurs locaux se sont réunis dans le cadre d'une série de neuf tables rondes axées sur la conservation, la gestion et la restauration des mangroves, au cours desquelles ils ont élaboré des plans d'action locaux visant à améliorer la gestion des mangroves dans le contexte d'une stratégie nationale globale.

Restaurer des terres dégradées par des forêts plantées productrices de biocombustible en Indonésie

Intitulé du projet	Développer une énergie de biomasse ligneuse par l'utilisation efficace des terres forestières dégradées avec la participation de communautés locales du Nord-Sumatra (Indonésie)
Numéro de projet	PD 737/14 Rev.2 (I)
Statut	En cours
Coût	787 502 \$EU
Agence d'exécution	Direction générale de la gestion de l'exploitation forestière
Donateur	Japon
ODD connexe	7

L'Indonésie s'efforce d'accroître son offre en énergie verte renouvelable, y compris au moyen des forêts. C'est ainsi qu'elle prévoit d'exploiter la biomassse que cultivent des communautés locales sur des terres dégradées du Nord-Sumatra pour alimenter le développement d'un secteur de l'énergie verte. Cette initiative aidera à améliorer la qualité des forêts de la zone tout en offrant aux populations locales de nouvelles opportunités d'emploi.

Le projet a mis en place des sites de démonstration sur des terres nouvellement acquises et forme les populations locales à gérer des plantations à vocation de production de biocombustible en vue de le commercialiser. La formation a été dispensée dans 50 villages répartis dans 13 districts.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, des propriétaires fonciers coutumiers plantent des arbres de haute valeur dans des prairies dégradées

Intitulé du projet	Encourager les propriétaires fonciers des plaines de la province du Centre, en Papouasie- Nouvelle-Guinée, à reboiser les prairies au moyen d'arbres de haute valeur
Numéro de projet	PD 552/09 Rev.1 (F)
Statut	En cours
Coût	828 576 \$EU
Agence d'exécution	PNG Forest Authority
Donateur	Japon
ODD connexes	1, 13 et 15

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les provinces centrales ont fait l'objet d'une déforestation considérable, de sorte qu'une grande partie des surfaces déboisées comprend aujourd'hui des prairies dégradées. Dans le cadre de leur Opération *Painim Graun na Planim Diwai*, les autorités ont annoncé la plantation de 800 000 hectares de forêt d'ici à 2050. Pour ce faire, il faut convaincre les propriétaires fonciers des provinces du centre de planter des arbres, dont des essences de haute valeur telles que le teck.

Aux fins d'encourager la restauration, le projet a fourni aux communautés du site du projet une formation, du matériel et des outils. On enseigne aux écoliers la valeur des arbres tandis que les propriétaires fonciers sont eux sensibilisés aux avantages financiers de l'arboriculture d'arbres marchands pratiquée en mode durable. Dans trois sites de démonstration, les propriétaires désireux de replanter des arbres sur leurs terres se sont vus remettre une boîte à outils d'arboriculture et des kits informatifs à l'usage des opérateurs de petites activités commerciales pour les aider en ce sens, et un pôle central a été créé pour produire des plants destinés à la restauration des forêts. Cette approche s'est avérée extrêmement efficace, sachant que 29 propriétaires fonciers ont en 2018 restauré cinq hectares de terres dégradées. Le modèle peut être adopté dans d'autres régions comme moyen rentable de restaurer des terres dégradées et de permettre ainsi au gouvernement d'atteindre ses objectifs en matière de restauration.

#### Priorité stratégique 5: Améliorer la qualité et la disponibilité des informations sur les forêts tropicales, les marchés et le commerce des produits forestiers

Consciente du fait que l'expansion et la diversification du commerce de produits provenant de forêts tropicales en gestion durable peuvent contribuer de manière substantielle au développement durable, l'OIBT œuvre afin d'améliorer l'information sur le marché et d'accroître la transparence des marchés internationaux du bois.

#### Améliorer les données forestières en Côte d'Ivoire

Intitulé du projet	Mise en œuvre opérationnelle du système national d'information pour la gestion durable des ressources forestières en Côte d'Ivoire
Numéro de projet	PD 692/13 Rev.1 (M)
Statut	En cours
Coût	670 998 \$EU
Agence d'exécution	Ministère de l'environnement, des eaux et forêts
Donateurs	Japon et États-Unis
ODD connexes	12, 13 et 15

Avant ce projet, l'efficacité et l'efficience du processus décisionnel en matière de forêt et l'application des lois forestières en Côte d'Ivoire souffraient du déficit d'informatisation des données forestières. Cela limitait en outre la capacité des centres de recueil à partager leurs données, avec pour conséquence des écarts significatifs et un manque de cohérence dans les données nationales.

Ce projet a permis de pallier l'absence d'infrastructures adéquates avec l'installation de systèmes informatisés dans 12 centres de recueil répartis à travers le pays et leur mise en réseau via l'internet. Aujourd'hui, le système permet d'assurer le suivi de la moitié environ de la production de bois ronds réalisée dans le périmètre de ces centres, une proportion qui devrait augmenter au fil du temps. Les usagers ont été formés à son exploitation, permettant ainsi d'uniformiser la gestion des données et de l'améliorer progressivement au fur et à mesure qu'un volume plus important de données est collecté.

#### Priorité stratégique 6: Renforcer et développer les ressources humaines affectables à la mise en œuvre de la GDF et intensifier le commerce des biens et services forestiers obtenus de forêts en gestion pérenne

L'OIBT accorde une place importante au fait de permettre aux communautés et industries locales d'utiliser leurs ressources forestières de manière durable. Travailler en étroite collaboration avec les populations locales et renforcer leur capacité à s'impliquer dans des activités commerciales forestières et à participer au processus décisionnel contribue à assurer la pérennisation des projets et activités de l'OIBT une fois ceux-ci officiellement achevés. Il est également crucial de travailler avec l'industrie pour assurer la GDF, l'efficacité de la transformation du bois et la durabilité dans le commerce international.

### Fédérer les parties prenantes autour de la planification forestière

Intitulé du projet	Gestion communautaire des forêts: une alternative pérenne pour la forêt domaniale de Maués, dans l'État d'Amazonas (Brésil)
Numéro de projet	PD 454/07 Rev.3 (F)
Statut	Achevé
Coût	650 332 \$EU
Agence d'exécution	Institut de recherche- développement amazoniens
Donateurs	Japon et États-Unis
ODD connexes	1, 5, 11, 12 et 15

Ce projet a encouragé la foresterie communautaire de 450 000 hectares environ de terres forestières situées dans le périmètre de la forêt domaniale de Maués, ce dont ont bénéficié 19 communautés traditionnelles. Ne disposant pas de sources de revenus pérennes, leurs populations dépendaient pour leur subsistance de cette forêt, qui avait fini par se dégrader. Permettre à ces communautés de bénéficier de la GDF améliore simultanément les résultats économiques et écologiques dans cette zone.

Au terme d'un processus de sensibilisation à la gestion communautaire des forêts, à l'environnement et aux codes de conduite, le projet a fédéré les acteurs autour de l'élaboration conjointe de cinq plans de gestion communautaire de la forêt de Maués, en tirant parti de leurs connaissances et expertise afin de veiller à ce que chaque plan soit adapté aux besoins propres à chaque site. Soumis ensuite aux pouvoirs publics, deux de ces plans ont à ce jour été agréés. Les communautés ont considérablement amélioré leur connaissance de la GDF et leur savoir-faire en la matière, et vont dans le sens d'une gestion et d'une production durables de leurs forêts communautaires. Le projet a notamment aidé à autonomiser les femmes dans le cadre d'un processus de développement de la communauté.



Le centre de recueil de données de la Direction départementale des eaux et forêts à Daloa, en Côte d'Ivoire, réceptionne du matériel informatique. Photo: SIGAF

### Accroître l'accès à la forêt pour doper les revenus et la protection des forêts en Indonésie

Intitulé du projet	Renforcement de la capacité des institutions locales à gérer en mode durable la foresterie communautaire à Sanggau (Indonésie)
Numéro de projet	TFL-PD 032/13 Rev.2 (M)
Statut	Achevé
Coût	511 730 \$EU
Agence d'exécution	Agence de recherche- développement forestiers, Ministère de la foresterie
Donateur	Programme thématique TFLET
ODD connexes	1, 8, 13 et 15

Ce projet a travaillé avec des communautés locales de la Régence de Sanggau en Indonésie ainsi qu'avec des entreprises du privé et les pouvoirs publics afin d'améliorer la gestion des forêts et de permettre aux populations locales de tirer un revenu des forêts dans une optique pérenne. Aujourd'hui, les communautés gèrent 3 850 hectares de forêts domaniales, qu'elles exploitent pour l'écotourisme, l'agroforesterie et la production d'engrais biologique.

En faisant prospérer l'écotourisme et les marchés de produits alimentaires et d'artisanat locaux, ces travaux ont dynamisé la rentabilité de nombreuses petites entreprises locales. Parallèlement, les forêts gagnent en qualité, car les populations locales leur appliquent leurs savoir-faire en gestion et les protègent des activités illicites.

### Se rétablir après la guerre civile et restaurer des forêts en Côte d'Ivoire

Intitulé du projet	Réhabilitation et restauration de forêts dégradées en Côte d'Ivoire avec la participation de communautés locales, y compris des réfugiés et des personnes déplacées en interne
Numéro de projet	PD 419/06 Rev.3 (F) EXT-TICAD-5 Rev.1
Statut	Achevé
Coût	2 318 280 \$EU
Agence d'exécution	SODEFOR
Donateur	Japon
ODD connexes	1, 2, 10, 13, 15 et 16

Dans le sillage de la guerre civile, la Côte d'Ivoire cherche à retisser du lien entre les populations, y compris à travers la restauration des forêts dégradées. Le but de ce projet était de concilier des travaux de restauration sur une surface d'environ 5 500 hectares dans les forêts classées de Scio et Duékoué avec les besoins humanitaires des personnes déplacées en interne, des réfugiés et des populations locales.

L'un des volets majeurs de ce projet a consisté en une série de campagnes de sensibilisation destinées à rassembler les responsables locaux suivant des approches qui, au cours du temps, puissent aider à panser les plaies infligées par la guerre civile. En favorisant l'esprit de collaboration, ces campagnes ont débouché sur la mise en œuvre de la restauration de forêts et de la GDF avec la participation des populations riveraines. Le projet a aidé à mettre en place des régimes agroforestiers de type *Taungya* et à enrichir et protéger les forêts naturelles en ayant recours à des semences d'essences indigènes et exotiques de haute qualité.

Le projet a également permis de créer des coopératives – une dans chacun des neuf villages concernés – (réunissant plus de 7 000 membres) qui sont chargées de gérer les entrepôts, d'y installer le matériel de transformation alimentaire et de dispenser à leurs membres des formations à la gestion. Le projet a aidé à améliorer la vie quotidienne des femmes et a contribué à la sécurité alimentaire.



Améliorer la gestion des bassins versants et doper les moyens d'existence locaux en Malaisie

Intitulé du projet	Gestion communautaire des forêts du bassin versant de Sungai Medihit au Sarawak (Malaisie)
Numéro de projet	PD 563/09 Rev.5 (F)
Statut	En cours
Coût	593 000 \$EU
Agence d'exécution	Département forestier du Sarawak
Donateur	Réseau Asie-Pacifique pour la gestion durable et la réhabilitation des forêts
ODD connexes	1, 2, 10 et 15

Dans le bassin versant de Sungai Medihit – une région montagneuse isolée située en Malaisie –, de nombreuses communautés autochtones sont tributaires de l'agriculture itinérante et de la récolte de ressources dans des forêts qui sont de plus en plus perturbées. Les objectifs de ce projet sont d'accroître la capacité des communautés à mettre en œuvre la GDF et à tirer parti des avantages économiques qui en découlent.

Aujourd'hui, les communautés s'impliquent beaucoup plus dans la GDF et le revenu moyen des ménages a augmenté. Le projet a aidé à élaborer des plans de gestion locale pour des forêts situées sur deux sites de démonstration, qui sont actuellement mis en œuvre avec un système de suivi en place pour en évaluer les retombées. L'un des grands enseignements tirés de ce projet est que l'aptitude des membres de l'équipe du projet à parler la langue locale a joué un rôle majeur pour tisser une relation de confiance entre eux et les communautés.

Pour consulter l'ensemble des articles et rapports publiés dans le cadre des projets de l'OIBT, saisir le numéro de projet dans le moteur de recherche sur: www.itto.int/fr/project\_search







### Revue et évaluation de la situation mondiale des bois

Le Comité de l'économie, des statistiques et des marchés a examiné une sélection de données extraites du projet de Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois 2017-2018, qui est axée sur le commerce mondial des produits bois de transformation secondaire (PBTS), ainsi que l'analyse qui en a été faite. Il a été informé que certains pays tropicaux exportateurs – notamment le Viet Nam – avaient enregistré une croissance sensible de leurs exportations de produits bois de transformation secondaire (PBTS). La Chine représentait en 2017 un tiers des exportations mondiales de meubles en bois, mais ses coûts devenant moins compétitifs, on assiste à une réorientation de la fabrication à bas coût vers d'autres pays producteurs tropicaux d'Asie. Les États-Unis, les pays de l'Union européenne (UE) et le Japon continuent de dominer la demande en PBTS d'importation, laquelle est étroitement corrélée à l'activité de la construction sur ces marchés.

#### Rapport sur le marché des bois tropicaux

L'OIBT a publié en 2018 vingt-trois numéros du *Tropical Timber Market Report*, un bulletin qui suit l'actualité du marché des bois tropicaux et du commerce associé dans le monde, et fait le point sur les tendances et informations en la matière.

Le Tropical Timber Market Report est disponible (sur inscription gratuite) sur: www.int/market\_information\_service (en anglais uniquement)

#### Suivi de la certification des forêts

Lors de sa session annuelle en 2018, le Comité de l'économie, des statistiques et des marchés a examiné l'avancement de la certification des forêts et du bois (jusqu'en 2017). La superficie totale de forêts certifiées dans les pays producteurs de l'OIBT était de 56,3 millions d'hectares en 2017, soit 9,9 pour cent de la surface mondiale de forêt certifiée (512 millions d'hectares). Au total, 3 405 certificats de chaîne de contrôle étaient en vigueur dans les pays producteurs membres de l'OIBT, ce qui représente 7,5 pour cent de leur nombre total dans le monde.

### Accès des bois et produits dérivés tropicaux au marché

Lors de sa session annuelle en 2018, le Comité de l'économie, des statistiques et des marchés a examiné la situation de l'accès des bois et produits dérivés tropicaux au marché. Quatre instruments législatifs – le Règlement sur le bois de l'UE, les amendements à la loi Lacey aux États-Unis et la loi sur le bois propre au Japon –, qui ont pour objet de réglementer l'introduction des bois sur ces marchés, étaient en vigueur en 2018. D'autres pays étaient également en passe d'instaurer une législation sur la légalité des bois tropicaux.

En 2018, l'OIBT a œuvré afin d'aider l'Agence japonaise des forêts à recueillir, pour les besoins de son site web sur la loi sur le bois propre, des informations pertinentes concernant le Brésil, l'Équateur, la République démocratique populaire lao, les Philippines et la Thaïlande.



Inspection de sciages dans le chantier de chargement d'une scierie au Guatemala. Photo: T. Yanuariadi/OIBT

### Suivi indépendant du marché des bois porteurs d'une autorisation FLEGT

Le mécanisme de Surveillance indépendante du marché (SIM) a été créé dans le cadre d'un projet de l'OIBT financé par l'UE afin d'accompagner la mise en œuvre des accords de partenariat volontaire (APV) bilatéraux conclus entre l'UE et des pays fournisseurs de bois, et d'analyser leurs répercussions sur le marché.

Au nombre des travaux conduits en 2018 au titre du Mécanisme SIM figurent une étude des importateurs de meubles, plusieurs consultations sur le commerce ainsi qu'un sondage auprès de 96 entreprises européennes portant sur l'impact du Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT), une initiative en lien avec la légalité des bois. Il ressort de ce sondage que, pour la plupart, les entreprises considèrent aujourd'hui que le régime d'autorisation FLEGT facilite l'importation de produits bois depuis l'Indonésie (seul pays à ce jour ayant commencé à exporter des bois porteurs d'une autorisation FLEGT).

Pour en savoir plus, consulter la page web du SIM sur: www.flegtimm.eu/index.php

#### Discussion annuelle sur le marché

L'édition 2018 de la Discussion annuelle sur le marché qui s'est tenue dans le cadre de la 54<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux portait sur le thème «Initiatives du secteur privé pour promouvoir les bois tropicaux: Une opportunité de collaboration». Il y a été constaté que, malgré les avancées de la gestion durable des forêts tropicales, de la certification et de la vérification de la légalité, les négociants en bois tropicaux demeurent confrontés à des difficultés dues à l'évolution des essences et produits exportés, et à la perte de parts de marché au profit des bois d'ingénierie et matériaux de remplacement. Diverses initiatives de promotion commerciale sont prises pour séduire les consommateurs. Des conférenciers du Brésil, de la Chine, de la France, du Gabon, des Pays-Bas, des États-Unis et du Viet Nam ont évoqué la manière dont ils percevaient et concevaient la promotion des bois tropicaux sur le marché, et ont présenté leurs idées d'activités novatrices pour reconquérir la part de ce marché.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/ittc-54/market\_discussion



### Lignes directrices sur la restauration des paysages forestiers

Lors de sa session annuelle en 2018, le Comité du reboisement et de la gestion forestière a examiné l'avancement des travaux de révision des *Lignes directrices de l'OIBT pour la gestion des forêts tropicales secondaires, la restauration des forêts tropicales dégradées et la réhabilitation des terres forestières dégradées,* publiées en 2002, afin de prendre en compte les questions et priorités qui se font jour au niveau mondial. Le Comité a été informé que l'OIBT procédait à l'analyse des programmes de restauration des paysages forestiers (RPF) que mettent en œuvre des membres du Partenariat de collaboration sur les forêts. M. Jürgen Blaser a donné devant le Comité une présentation sur les travaux effectués à ce jour concernant l'examen de ces programmes de restauration des paysages forestiers et l'élaboration des lignes directrices.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/ittc-54/day2

# Initiative conjointe OIBT-Convention sur la diversité biologique en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales

Le but de cette initiative est d'apporter un appui aux États membres producteurs de l'OIBT en vue de valoriser la capacité locale en matière de conservation de la biodiversité dans les forêts de production et d'améliorer la conservation et la gestion des aires protégées et de leurs zones tampons, en particulier en association avec la conservation transfrontière. Lors de sa session annuelle en 2018, le Comité du reboisement et de la gestion forestière a examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette initiative conjointe, dont les éléments suivants:

- Douze projets étaient en opération à travers les trois régions tropicales en octobre 2018, mobilisant un budget de plus de 15 millions SEU.
- Lors de sa seconde réunion en juillet 2018, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique a accueilli favorablement les informations sur les projets exécutés au titre de cette Initiative.
- L'Initiative contribue de manière manifeste à réaliser le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, et en particulier les Objectifs d'Aïchi 5, 7, 11 et 15 relatifs à la biodiversité.

Pour en savoir plus, consulter: www.itto.int/fr/cbd



Dans le cadre d'un projet de l'OIBT exécuté au Guatemala, un agent marque un arbre dans une plantation de Cedrela. Photo: L. Hurtado



Une communauté forestière procède à un brûlage dirigé à Chiquimala, au Guatemala, dans le cadre d'une formation en gestion intégrée des incendies. Photo: C. Gomez

#### Prévention et gestion des incendies

Le Comité du reboisement et de la gestion forestière a examiné la participation des équipes en charge de projets de l'OIBT ainsi que celle des parties prenantes aux réunions portant sur les incendies de forêt dans le but de renforcer les synergies entre les projets de l'OIBT liés aux feux de forêt et les mécanismes internationaux. Il a été préconisé que les acteurs des projets de l'OIBT portant sur les incendies de forêt participent à la 7° Conférence internationale sur les feux de végétation qui se tiendra en octobre 2019 à Campo Grande, dans le Mato Grosso do Sul, au Brésil, sur le thème «Faire face aux incendies dans un monde en évolution: Réduire la vulnérabilité des populations et paysages par la gestion intégrée du feu». Dans la mesure où les incendies de forêt constituent une menace majeure pour la GDF au sol, le Comité a jugé que cette activité revêtait une importance primordiale.



Le Programme de bourses de l'OIBT a pour objectif de promouvoir le développement des ressources humaines et de renforcer les compétences professionnelles en matière de foresterie tropicale et disciplines connexes chez ses États membres. Depuis sa création en 1989, le Programme a permis à 1 375 jeunes et actifs en milieu de carrière issus d'une cinquantaine de pays de poursuivre des opportunités de développement professionnel et d'améliorer leurs perspectives d'évolution. Le montant des bourses attribuées avoisine 8 millions \$EU au total, le Japon ayant alimenté 69 pour cent de cette somme, les États-Unis 17 pour cent, les Pays-Bas 8 pour cent et l'Australie 3 pour cent, tandis que le reliquat est abondé par diverses sources, dont le secteur privé.

En 2018, le Conseil international des bois tropicaux a attribué à des professionnels issus de douze pays membres producteurs vingt-deux bourses au total, dont le montant total s'est élevé à 139 563 \$EU, sur la base des préconisations de la Commission de sélection réunie lors de la 54° session du Conseil. Les figures 1 à 3 indiquent la répartition de ces bourses par région, objectif et genre.

Figure 1: Bourses de l'OIBT attribuées en 2018, par région

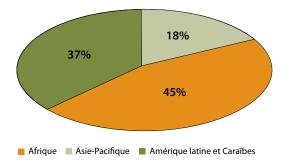


Figure 2: Part de bourses de l'OIBT attribuées en 2018, par finalité

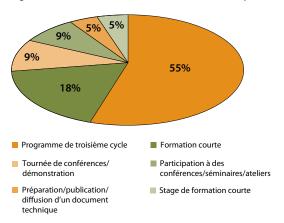
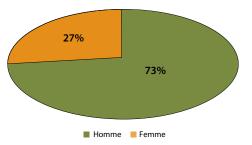


Figure 3: Part de bourses de l'OIBT attribuées en 2018, par genre



#### Études de cas de lauréates et lauréats d'une bourse de l'OIBT

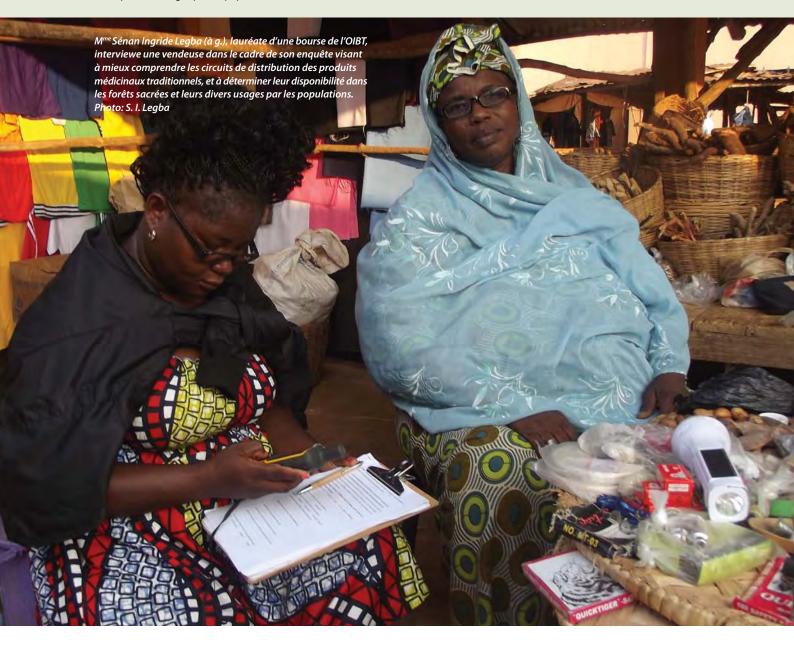
#### Sènan Ingride Legba Bénin

Dans le cadre de ma thèse de doctorat, j'ai travaillé aux côtés de populations locales afin d'améliorer, sur des fondements scientifiques, la protection de la diversité floristique et d'accroître la reconnaissance au plan social, politique et culturel des avantages qu'il y a à protéger les plantes médicinales dans les forêts sacrées.

L'objectif principal était de produire des plants de sept espèces d'arbres rares, ce qui a été réalisé sur le site expérimental de l'Université d'Abomey-Calavi. En outre, nous avons mené des études ethnobotaniques sur cinq autres espèces médicinales dans le but de mieux comprendre leurs circuits de distribution et de déterminer, sur des bases scientifiques, leur disponibilité ainsi que leurs usages par les populations.

Cette étude ethnobotanique a montré la grande diversité des espèces de plantes employées en médecine traditionnelle et a permis de caractériser les sous-secteurs des plantes médicinales ainsi que leurs impacts sur le mode de vie des populations. Mieux l'on connaîtra le commerce des plantes médicinales rares et les savoirs traditionnels connexes, mieux l'on pourra assurer une meilleure conservation des diverses espèces médicinales qui sont menacées.

Pour en savoir plus, consulter le numéro 27-4 d'*Actualités des Forêts Tropicales*, pp. 22-23, sur: www.ittoint/fr/tfu/back\_issues



#### Manuel Sabino Mollinedo García Guatemala

Le but de cette étude, exécutée en collaboration avec Miguel Ángel Herrera Machuca et Fernando Muñoz Sáez, consistait à évaluer la croissance et la productivité de jeunes plantations de teck (*Tectona grandis*) et de développer les premières courbes d'indice de site pour la région nord du Guatemala.

Le Guatemala recelait en 2015 un peu plus de 33 000 hectares de teckeraies, dont 80 pour cent étaient situées dans la zone étudiée. Les données de l'étude ont été obtenues à partir d'un réseau de 248 placettes d'échantillonnage permanentes aménagées dans ces plantations de teck.

Nous avons estimé que les sites à faible croissance représentaient 16,3 pour cent de la surface totale, les sites de croissance moyenne 70,7 pour cent et les sites de croissance élevée 13 pour cent, et nous avons élaboré des courbes d'indice de site pour les sites de croissance élevée et faible sur la base de la hauteur dominante des peuplements évalués. Ces courbes peuvent servir à caractériser d'autres sites de plantations de teck ayant atteint dix ans d'âge.

Pour en savoir plus, consulter le numéro 27-2 d'Actualités des Forêts Tropicales, pp. 23-25, sur: www.ittoint/fr/tfu/back\_issues



Benedicto Guttierrez, étudiant de 3° cycle à l'Université Rafael Landivar, inspecte un teck de 12 ans d'âge cultivé sur un site de haute qualité à Chahal, dans l'Alta Verapaz, au Guatemala. Photo: M. Mollinedo

#### Bi Tra Aimé Vroh Côte d'Ivoire

Depuis 1986, plusieurs initiatives de reboisement au moyen d'essences monospécifiques et multispécifiques ont été successivement appliquées sur plus de 8 000 hectares dans la forêt classée de la Téné (FCT) située dans la zone de transition savane-forêt au centre de la Côte d'Ivoire.

L'objectif global de mon étude, menée avec plusieurs collègues, était de produire un diagnostic écologique et social des régimes de production de bois déployés dans la FCT. Pour être plus précis, il s'agissait de calculer les valeurs écologique et de conservation de la diversité végétale dans les zones reboisées de la FCT, et d'analyser les liens qu'entretiennent les communautés rurales riveraines avec cette forêt.

Cette étude pourrait servir de base pour promouvoir au sens large l'utilisation de *Cedrela odorata* afin de produire du charbon de bois dans les régimes agroforestiers mis en place dans des plantations de cacao et de café. Cette essence offre en effet une bonne régénération naturelle, ce qui évite les opérations de replantation que nécessitent d'autres espèces autochtones.

Pour en savoir plus, consulter le numéro 28-2 d'*Actualités des Forêts Tropicales*, pp. 21-25, sur: www.ittoint/fr/tfu/back\_issues



La forêt classée de la Téné procure aux populations locales toute une gamme de produits alimentaires, dont une boisson tirée de la sève du palmier. Photo: B. T. A. Vroh





Le Directeur exécutif de l'OIBT, M. G. Dieterle, ainsi que d'autres membres du personnel de l'OIBT ont assisté en 2018 à diverses conférences et réunions internationales aux fins de communiquer les enjeux de la mission de l'OIBT et de contribuer de manière constructive aux dialogues stratégiques relevant du mandat de l'Organisation. Sont présentés ci-après quelques-uns des messages essentiels diffusés dans le cadre de ces tribunes.

# Colloque international sur l'activation de chaînes d'approvisionnement mondiales sans déboisement dans l'optique de l'arrêt de la déforestation

Les forêts productives et leurs chaînes d'approvisionnement associées sont cruciales pour réaliser les ODD et les Objectifs d'Aïchi en matière de biodiversité, selon M. Dieterle. S'exprimant lors de ce colloque, qui s'est tenu les 23 et 24 janvier à Tokyo, au Japon, M. Dieterle a expliqué que, si la déforestation a été omniprésente dans les discussions de niveau mondial, la dégradation des forêts avait quant à elle été sous-estimée. «Or, de notre point de vue, la dégradation des forêts constitue une omission significative au sein du régime international des forêts et nécessite que l'on s'y intéresse de toute urgence», a-t-il observé

# Séminaire international – La clé de l'expansion de la REDD+: Démarches et défis issus de la pratique du terrain en matière de REDD+

En matière de REDD+, il conviendrait d'accorder une plus grande place à la lutte contre la dégradation des forêts, qui constitue aujourd'hui la première cause des émissions de gaz à effet de serre, selon M. Dieterle. S'exprimant lors de ce colloque, qui s'est tenu le 7 février à Tokyo, au Japon, M. Dieterle a indiqué que canaliser les fonds de la REDD+ en faveur de la GDF et des chaînes d'approvisionnement durable en région tropicale pourrait induire une réduction sensible à l'échelon mondial des émissions de gaz à effet de serre, ce non seulement au niveau des forêts, mais aussi grâce à la substitution substantielle de ressources non renouvelables par des produits ligneux.

# Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières – De l'aspiration à l'action

Cette conférence, organisée du 20 au 22 février par le Partenariat de collaboration sur les forêts (dont l'OIBT est un membre fondateur) à Rome, en Italie, a réuni plus de 300 participants qui ont exploré les moyens d'accélérer les progrès enregistrés pour arrêter et inverser la déforestation. Ils ont appelé à agir pour faire évoluer l'image défavorable qu'a le grand public de l'emploi de bois durables comparé à celui de matériaux non renouvelables; à assurer des financements, des formations et de la sensibilisation pour produire du bois suivant des pratiques durables; mettre en place un environnement propice par l'amélioration de la gouvernance et de l'état de droit; promouvoir les produits bois durables pour susciter de la demande; et offrir des incitations aux acteurs vertueux du secteur forestier.

# Conférence internationale sur la formation forestière: La formation face aux défis de la gestion durable des forêts du bassin du Congo

Cette conférence, tenue à Douala, au Cameroun, du 5 au 7 mars, a été axée sur la nécessité de disposer de ressources humaines formées et compétentes pour assurer la gestion durable des forêts du bassin du Congo. La sous-région du bassin du Congo recèle en effet la deuxième plus vaste forêt humide tropicale, dont la surface s'étend sur plus de 200 millions d'hectares.

S'exprimant à la conférence, qui était coorganisée par l'OIBT et le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale, M. Dieterle a mis en avant l'importance de disposer de ressources humaines formées pour améliorer les pratiques de gestion forestière, accroître l'efficience de la transformation du bois et créer des applications de pointe pour le bois. Il a observé que les modules de formation dévoilés lors de cette conférence s'inscrivaient dans une démarche innovante, qui inclut l'emploi des critères et indicateurs de l'OIBT pour la gestion durable des forêts tropicales.

#### Atelier régional Asie-Pacifique sur la conservation transfrontalière de la biodiversité: Autonomiser les communautés forestières et les femmes en matière de développement de moyens d'existence pérennes

Des efforts massifs s'imposent pour renforcer les capacités des acteurs évoluant dans les aires de conservation transfrontalière (TBCA), selon les participants à cet atelier régional qui s'est tenu du 6 au 8 mars à Pontianak, dans le Kalimantan occidental, en Indonésie.

Cet atelier, auquel ont assisté environ 65 parties prenantes, était organisé par le Ministère indonésien de l'environnement et de la foresterie en coopération avec l'OIBT. L'Organisation est l'un des plus grands défenseurs des TBCA depuis 1994, dont elle a accompagné la création de 10 millions d'hectares en région tropicale, un tiers environ se situant en Asie. Cet atelier a été mis sur pied au titre du projet de l'OIBT PD 617/11 Rev.4 (F).

### 13° session du Forum des Nations Unies sur les forêts

Lors de cette réunion, qui s'est tenue du 7 au 11 mai à New York, aux États-Unis, l'OIBT a contribué des apports au Plan des travaux 2017-2020 du Partenariat de collaboration sur les forêts, qui était inclus dans la résolution d'ensemble. Un membre du personnel de l'OIBT a donné une présentation lors de la manifestation parallèle «Du bois durable pour un monde durable», sur le rôle grandissant que jouent produits ligneux et chaînes d'approvisionnement durables dans le contexte des efforts déployés pour mettre en place une économie mondiale de type circulaire.

### L'OIBT et le Honduras signent un accord de projet sur les essences moins utilisées

L'OIBT et le Gouvernement du Honduras ont signé en avril un accord sur l'exécution d'un projet [PD 770/15 Rev.1 (I)] visant à améliorer la sylviculture, la commercialisation et l'emploi de 12 essences moins utilisées présentes en abondance dans la région caribéenne hondurienne. Jusqu'à présent, les prélèvements forestiers au Honduras ciblaient quelques essences de haute valeur telles que l'acajou (Swietenia macrophylla), le cèdre (Cedrela odorata) et le granadillo (Dalbergia retusa), une approche qui mettait celles-ci sous pression, avec des retombées écologiques délétères et une réduction des potentiels avantages économiques de la foresterie. Le but de ce projet est que le secteur forestier abandonne l'exploitation forestière sélective pour au contraire promouvoir une GDF qui recouvre un éventail élargi d'essences.

#### Atelier international sur les chaînes d'approvisionnement mondiales en produits forestiers et Dialogue avec les grandes entreprises chinoises de la filière du bois

Le but de cet atelier coorganisé par l'OIBT, qui s'est tenu à Pékin, en Chine, les 21 et 22 juin, était de mettre en place et de promouvoir des chaînes d'approvisionnement vertes mondiales. Dans son allocution aux participants, M. Dieterle a indiqué que cet atelier jouait, du point de vue du mandat de l'OIBT, un rôle central s'agissant de promouvoir l'expansion du commerce international des bois tropicaux obtenus de sources légales et durables. En effet, les fabricants chinois de produits bois se situent en plein milieu de la chaîne d'approvisionnement en bois tropicaux, a-t-il expliqué, depuis la fabrication jusqu'à la commercialisation de produits bois finis sur les marchés internationaux, en passant par la transformation. Ils sont donc certes confrontés à des défis, mais l'opportunité leur est aussi donnée d'être des moteurs majeurs de la GDF à travers les chaînes d'approvisionnement vertes.

#### Réunion régionale Asie sur le Programme CITES des espèces arborées

Les participants à cette réunion tenue du 25 au 29 juin à Jogyjakarta, en Indonésie, a préconisé une plus grande formation à la préparation des avis de commerce non préjudiciable se rapportant aux essences inscrites à la CITES, comme moyen d'améliorer la réglementation des produits issus d'essences inscrites à la CITES.

Le but du Programme CITES sur les espèces arborées (CTSP), qui a débuté lorsqu'un contrat de financement a été signé entre le Secrétariat de la CITES et la Commission européenne au début de 2017, est d'accompagner les pays qui exportent des éléments et produits dérivés issus d'essences de haute valeur inscrites à la CITES. Le CTSP poursuit les travaux menés pendant plus d'une décennie dans le cadre du Programme OIBT-CITES, qui a pris fin à la fin de 2016. Plus de 900 espèces arborées, dont plusieurs sont très précieuses, sont inscrites aux annexes à la CITES.

#### Atelier de discussion sur la mise en œuvre du Plan d'utilisation («Business Plan») de Madagascar destiné à sécuriser et à éliminer ses stocks de bois de rose et autres essences précieuses

Cet atelier, qui s'est tenu du 19 au 21 juin à Antananarivo, à Madagascar, a lancé le processus visant à résoudre la question des stocks d'essences précieuses inscrites à l'annexe II à la Convention sur le commerce international d'espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (CITES), que détient Madagascar. Coorganisé par le Gouvernement de Madagascar (Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts), la Banque mondiale et l'OIBT, l'atelier a réuni plus de 30 parties prenantes émanant du Gouvernement de Madagascar, des gouvernements des pays donateurs/importateurs, de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire et d'organisations internationales qui ont contribué des apports au Plan d'utilisation relatif à la gestion de ces stocks. Le Gouvernement de Madagascar a soumis à la 70<sup>e</sup> réunion du Comité permanent de la CITES en octobre un Plan d'utilisation révisé.

Les populations de bois de rose et d'ébène de Madagascar ont été inscrites à l'annexe II à la CITES en 2013. Ces espèces font l'objet d'une interdiction d'exportation en raison des difficultés que rencontre le pays pour appliquer les dispositions de leur inscription à la CITES, dont la question des stocks significatifs de ces essences qui se sont accumulés en grande partie en dehors de tout contrôle du gouvernement.

À cette Réunion régionale du CTSP pour l'Asie, qui était organisée par l'OIBT, le Secrétariat de la CITES et la Direction générale de la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des pouvoirs publics indonésiens, ont assisté une cinquantaine de participants de huit pays de la région. On y a passé en revue le CTSP et les travaux effectués à cette date; examiné des propositions de projets nationaux; et formulé des préconisations sur diverses questions relevant de l'application de la CITES aux espèces arborées.

### L'OIBT et l'INBAR renforcent leur coopération

L'OIBT et le Réseau international du bambou et du rotin (INBAR) ont convenu d'intensifier leur collaboration sur le plan de la gestion et de l'utilisation durables des ressources en bambou et en rotin et pour favoriser la coopération Sud-Sud. M. Dieterle et le Directeur général de l'INBAR, M. Hans Friederich, ont signé le 25 juin un protocole d'accord le premier jour du Congrès mondial sur le bambou et le rotin 2018 qui s'est tenu à Pékin, en Chine. Durant la conférence, l'OIBT a coorganisé, animé, ou participé à un dialogue de haut niveau sur le bambou et le rotin dans le contexte du changement climatique et de la croissance verte; une session sur la gestion durable des forêts tropicales; et une session sur la facilitation des politiques relatives aux produits du bambou et du rotin.

Ce protocole d'accord fournira un cadre pour la mise en œuvre d'activités et de projets conjoints se rapportant à la conservation, à l'utilisation durable et au commerce du bambou et du rotin tropicaux au sein des pays qui sont membres de ces deux organisations.

#### Du bois durable pour un monde durable

S'exprimant lors de cette table ronde, qui s'est tenue durant la 24e session du Comité des forêts de la FAO et la sixième Semaine mondiale de la foresterie à Rome, en Italie, du 16 au 20 juillet, M. Dieterle a observé que les gouvernements devaient faire davantage pour encourager la GDF en région tropicale, y compris en offrant des incitations. «Dans nombre de pays, la production non durable est plus rentable que les pratiques durables, qui sont plus onéreuses», a-t-il remarqué. «Nous avons donc besoin d'une révolution en termes de la manière dont le secteur public offre des incitations et promeut la gestion durable des forêts pour contrecarrer la gestion non pérenne des forêts.»

#### 18° Conférence sur la foresterie en Malaisie: Faire progresser la foresterie durable par la numérisation et les technologies

Une approche intégrale de la GDF s'impose dans les régions tropicales afin d'optimiser les contributions du secteur des forêts tropicales aux besoins de la planète, selon M<sup>me</sup> Sheamala Satkuru, Directrice des opérations à l'OIBT, qui s'exprimait lors de cette conférence tenue du 31 juillet au 2 août à Kuching, au Sarawak, en Malaisie. L'essor démographique mondial entraînera une demande accrue en bois, produits forestiers et produits alimentaires, a indiqué M<sup>me</sup> Satkuru. «Il faut donc privilégier une approche transversale qui articule foresterie et agriculture pour permettre de trouver des actions concertées en matière de gestion des affectations des sols afin de répondre aux défis actuels et à venir.»

#### Programme de la CITES sur les espèces arborées: Réunion régionale pour l'Amérique centrale et les Caraïbes

Lors de cette rencontre régionale, qui s'est tenue en octobre à Buenos Aires, en Argentine, dans le cadre du CTSP, des délégués des Parties à la CITES présentes ont partagé leurs expériences en matière de gestion des espèces arborées inscrites à la Convention. A été entre autres discuté le paragraphe f) de la décision 16.162 (Rev. CoP17) de la CITES relatif à *Bulnesia sarmientoi* et *Aniba rosaeodora*. Une réunion parallèle a eu lieu avec le projet LEAF d'Interpol, qui travaille avec les organismes d'application de la loi de la région pour améliorer les législations forestières et environnementales.

### Atelier sur les mécanismes fiscaux au service d'un secteur forestier durable

Cet atelier, qui était coorganisé en octobre par l'OIBT et la Banque mondiale à Washington, aux États-Unis, a réuni une cinquantaine d'experts de toutes disciplines afin de discuter des mécanismes de politique fiscale susceptibles de réduire la déforestation et la dégradation des forêts, et de contribuer à la GDE

#### Salon Expo Forestal 2018+Biodiversidad+ Tecnologia+Productividad

Lors de cette manifestation, qui s'est tenue du 11 au 13 octobre à Guadalajara, au Mexique, M. Dieterle a donné une présentation liminaire sur le rôle des forêts productives et du commerce des produits forestiers dans le développement durable. L'OIBT y a également présenté les travaux qu'elle conduit en Amérique latine et échangé avec les autorités publiques et des représentants du secteur privé.

### Atelier international destiné aux dirigeants d'organismes de recherche forestière

Les forêts tropicales et produits ligneux jouent un rôle vital s'agissant de limiter la hausse de la température du globe, mais cela nécessite que l'on accroisse les connaissances et les capacités, selon M. Dieterle, qui s'exprimait à cet atelier tenu le 26 octobre à Pékin, en Chine, pour célébrer le 60° anniversaire de l'Académie chinoise de foresterie. «Le monde ne pourra atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et limiter la hausse de la température à 1,5°C qui si nous réduisons radicalement notre consommation de produits et d'énergies non renouvelables», a indiqué M. Dieterle. «Les forêts et la substitution par des produits ligneux offrent la possibilité de combler l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions. Je suis fermement convaincu que, ensemble, nous pouvons y contribuer de manière significative.»

### Première réunion d'experts sur la restauration de paysages forestiers en région tropicale

Cette réunion d'experts, qui s'est tenue du 14 au 16 novembre à Bangkok, en Thaïlande, était organisée dans le cadre de l'Initiative conjointe pour la restauration des paysages forestiers du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF). Y ont été examinés les programmes de RPF des membres du PCF et discutée la révision de l'édition 2002 des lignes directrices de l'OIBT sur la restauration, reconnaissant l'importance de formuler un guide pratique permettant d'appliquer efficacement les principes de la RPF acceptés au niveau mondial. Cette révision contribuera des orientations concernant les aspects techniques de la restauration des forêts tropicales dégradées et sur les politiques en la matière dans le but de mettre en place une approche plus pérenne de l'utilisation des sols et d'accroître les avantages sociaux et écologiques de la RPF.

#### Restauration des forêts tropicales dégradées: Des forêts aux marchés, rendre plus écologiques les chaînes d'approvisionnement dans le cadre de partenariats public-privé

Pour assurer la pérennisation, il est essentiel de pouvoir tirer un revenu de la RPF grâce à des chaînes d'approvisionnement durables, selon M. Dieterle, qui s'exprimait lors de cette table ronde réunie le 2 décembre à Bonn, en Allemagne, dans le cadre du Forum mondial sur les paysages. Le but de cette rencontre était de favoriser chez les parties prenantes – dont les communautés et le secteur privé – une compréhension commune du rôle des forêts productives et des chaînes d'approvisionnement légales et durables dans le contexte de la restauration des paysages forestiers, et d'enrichir ainsi les objectifs du Défi de Bonn, de la déclaration de New York sur les forêts et les ODD. Cette table ronde était coorganisée par l'OIBT, la FAO et le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR).

#### Restauration des forêts tropicales dégradées: Concilier carbone, biodiversité et résilience des communautés

Sachant que la dégradation des forêts tropicales est en fait responsable de plus de pertes en carbone que la déforestation, il est donc essentiel d'investir dans la restauration par des approches d'échelle paysagère associées à des chaînes d'approvisionnement, afin de limiter la hausse de la température du globe à 1,5°C, selon une manifestation organisée le 14 décembre à Katowice, en Pologne, par l'OIBT et l'Institut japonais de recherche sur la foresterie et les produits forestiers, en marge de la 24° Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Y ont été explorés les liens entre la RPF, les chaînes d'approvisionnement durables, la résilience des communautés, la conservation de la biodiversité et l'atténuation du changement climatique.

Pour en savoir plus sur ces manifestations et autres réunions, consulter: www.itto.int/fr/news



Les panellistes de l'Atelier international sur les chaînes d'approvisionnement mondiales vertes en produits forestiers et du Dialogue avec de grandes entreprises chinoises du bois. Photo: R. Carrillo/OIBT



Les participants à l'Atelier régional Asie-Pacifique sur la conservation transfrontière de la biodiversité. Photo: OIBT



Les panellistes de la Conférence internationale sur la formation forestière dans le bassin du Congo. Photo: R. Carrillo/OIBT



Les conférenciers de la manifestation OIBT-FFPRI «Restauration des forêts tropicales dégradées: Concilier carbone, biodiversité et résilience des communautés», en marge de la 24° Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Photo: FFPRI



Une mascotte devant le stand de l'OIBT au salon Expo Forestal 2018+Biodiversidad+Tecnologia+Productividad, au Mexique. Photo: R. Carrillo/OIBT



S. E. M. Héctor Alejandro Palma, ambassadeur du Honduras au Japon (à g.) et M. G. Dieterle se congratulent après avoir signé un accord sur la mise en œuvre d'un projet visant à accroître l'emploi d'essences moins utilisées dans la région caribéenne hondurienne. Photo: K. Sato/OIBT



M<sup>me</sup> Sheamala Satkuru s'exprime lors du Congrès mondial sur le bambou et le rotin 2018. Photo: R. Carrillo/OIBT





À travers ses activités de sensibilisation, l'OIBT a pour objectifs de:

- 1) Valoriser le partage des connaissances et leur diffusion.
- 2) Démultiplier les connaissances dans le cadre de partenariats.
- 3) Faciliter l'exploitation des connaissances.
- 4) Diffuser auprès de la communauté internationale des messages essentiels sur les travaux de l'OIBT.

Dans leur majorité, les travaux de sensibilisation de l'OIBT interviennent dans le cadre de projets de terrain, d'activités et de travaux de coopération avec des partenaires internationaux, qui sont décrits dans d'autres parties du présent ouvrage. Dans cette partie sont présentées les activités de sensibilisation que met principalement en œuvre le Secrétariat de l'OIBT.

#### Actualités des Forêts Tropicales

L'OIBT a publié en 2018 quatre numéros d'Actualités des Forêts Tropicales (TFU), un bulletin d'information destiné à favoriser la conservation et l'utilisation durable des forêts tropicales, sous les titres suivants:

- Assembler les pièces du puzzle, qui traite du potentiel de la foresterie durable à procurer du bois et des services environnementaux à une population mondiale en plein essor.
- 2) L'effervescence autour des chaînes d'approvisionnement vertes, qui explore les avantages potentiels des chaînes d'approvisionnement durables en bois tropicaux pour les acteurs, des propriétaires fonciers aux consommateurs finaux.
- Suivre la forêt à la trace, qui examine la question du suivi des forêts tropicales et de la traçabilité des produits forestiers récoltés.

4) Créer des passerelles vers la gestion durable des forêts, qui se penche sur la gestion des aires de conservation transfrontière (inclut également un compte rendu de la 54e session du Conseil international des bois tropicaux).

La maquette de *TFU*, trimestriel diffusé gratuitement à quelque 15 000 particuliers et organismes à travers plus de 160 pays, a été remaniée en 2018. Il est disponible en version papier ou en version numérique à télécharger sur le site web¹ de l'OIBT ou via l'application *TFU app* (qu'il est possible de télécharger dans l'*App Store* et sur *Google Play*²).

#### **Nouvelles des Forêts Tropicales**

La publication de *Tropical Forest News* s'est poursuivie en 2018. Ce e-bulletin de l'OIBT tient ses abonnés informés en temps opportun sur les travaux de l'OIBT et autres actualités et événements pertinents. Pour s'y abonner, il suffit de consulter la rubrique «Liens rapides» sur le site web de l'OIBT. (*en anglais uniquement*)

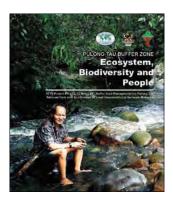
#### Série technique

Dans le cadre de sa série Technique, l'OIBT a publié en 2018 A Tabling of Views [Un tour de table]. Ce rapport de l'OIBT et du Mécanisme SIM, qui repose sur une enquête exhaustive menée auprès du secteur privé, constitue une excellente source d'information pour les acteurs qui s'intéressent aux tendances du marché du meuble de l'UE<sup>3</sup>.

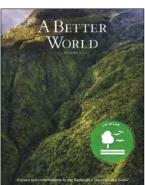
<sup>1</sup> www.itto.int/tropical\_forest\_update/

<sup>2</sup> Mots-clés: TFU ITTO

<sup>3</sup> Toutes les publications de l'OIBT sont disponibles sur: www.itto/int/fr/resources



Ecosystem, Biodiversity and People est une réalisation du projet de l'OIBT PD 635/12 Rev.2 (F).



La publication A Better World comporte un chapitre rédigé par l'OIBT.



M. G. Dieterle est interviewé par un journaliste durant le salon Expo Forestal 2018 à Guadalajara, au Mexique. Photo: R. Carrillo/OIBT

#### Publications sur des projets et activités de l'OIBT

Les publications suivantes émanent de projets et activités de l'OIBT, et ont été diffusées via les supports de l'OIBT en 2018.

- Report of the Asia-Pacific Regional Workshop on Transboundary Biodiversity Conservation: Empowering Forestry Communities and Women in Sustainable Livelihood Development [Rapport de l'Atelier régional Asie-Pacifique sur la conservation transfrontière de la biodiversité: Habiliter les communautés forestières et les femmes au développement de moyens d'existence durables], qui s'est tenu du 6 au 8 mars 2018 à Pontianak, dans le Kalimantan occidental, en Indonésie. (en anglais uniquement)
- Ecosystem, Biodiversity and People [Écosystème, Biodiversité et Populations]: Ce rapport technique décrit les résultats de plusieurs études menées dans le cadre du projet de l'OIBT PD 635/12 Rev.2 (F) «Gestion de la zone tampon du Parc national de Pulong Tau avec la participation des communautés locales au Sarawak, en Malaisie». (en anglais uniquement)
- Modules de formation sur la GDF dans le bassin du Congo. L'un des modules est destiné aux étudiants d'universités et l'autre aux techniciens forestiers de terrain. Les deux modules ont été dévoilés en mars 2018 lors de la Conférence internationale sur la formation forestière: La formation face aux défis de la gestion durable des forêts du bassin du Congo. La conférence et les modules sont des produits du projet de l'OIBT PD 456/07 Rev.4 (F): «Renforcer les capacités des institutions de formation forestière membres du réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale (RIFFEAC)».

#### L'OIBT dans des médias externes

Nombre de réalisations des travaux de l'Organisation ont été diffusées dans d'autres médias en 2018, comme en témoignent les exemples ci-dessous.

 Un chapitre de l'ouvrage publié par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, A Better World, volume 4 (Un monde meilleur), consacré au rôle des forêts productives en tant que ressource sous-utilisée pour

- répondre aux plus grands défis de l'humanité. Cette publication, qui a été dévoilée aux Nations Unies en septembre, est axé sur l'ODD 15 (Vie terrestre)<sup>4</sup>.
- Deux articles co-écrits par M. Steve Johnson de l'OIBT, qui retracent les 25 années d'histoire des critères et indicateurs de la GDF, publiés dans la revue Forests<sup>5</sup>.
- Une interview de M. Dieterle par l'Institut européen des forêts sur le futur de la gouvernance des forêts<sup>6</sup>.
- Un article paru dans le journal panaméen La Estrella de Panama, qui parle du recul sensible de l'exploitation forestière illicite dû, en partie, à la mise en œuvre d'un projet de traçabilité du bois financé par l'OIBT<sup>7</sup>.
- Un compte rendu publié dans le Borneo Post sur la collaboration que favorise l'OIBT entre le Sarawak, en Malaisie, et le Kalimantan, en Indonésie, sur la conservation transfrontière pour protéger les forêts de bassin versant situées au cœur de Bornéo<sup>8</sup>.
- Une interview de M. Dieterle par l'Agence forestière mexicaine (CONAFOR) sur les forêts et le changement climatique<sup>9</sup>.
- Un article de M. Dieterle publié dans la revue allemande AFZ-DerWald sur l'importance de la valeur économique ajoutée s'agissant de la conservation et de l'expansion des forêts<sup>10</sup>.

<sup>4</sup> http://digital.tudor-rose.co.uk/a-better-world-vol-4/78/

<sup>5</sup> www.mdpi.com/1999-4907/9/9/578 and www.mdpi.com/1999-4907/9/9/515

<sup>6</sup> www.youtube.com/watch?v=7Tcbp55dakw&index=4&list=PLJhtngT CV-v-llzEVcO6KGZ4aMXimEhsJ

<sup>7</sup> http://laestrella.com.pa/vida-de-hoy/planeta/32-madera-comercializa-panama-ilegal/24061780

<sup>8</sup> www.theborneopost.com/2018/03/10/state-to-work-with-kalimantan-in-protecting-watershed/

<sup>9</sup> www.youtube.com/watch?v=KllfgH\_E7m8&feature=youtu.be 10 www.forstpraxis.de/



Le nouveau site web de l'OIBT

- Divers articles sur la mise en œuvre du projet de l'OIBT PD 600/11 «Modèle de renforcement des capacités pour l'utilisation efficiente et durable des ressources en bambou en Indonésie», publiés dans le *Jakarta Post*<sup>11</sup>, le magazine en ligne *AgroIndonesia*<sup>12</sup>, et sur le site web de l'ONG *Puspijak*<sup>13</sup>. L'émission de télévision *Halo Indonesia*<sup>14</sup> a également parlé de ce projet dans l'une de ses rubriques.
- Un article sur une publication se rapportant à un projet de l'OIBT (*Ecosystem, Biodiversity and People*) sur le site web de l'Association nationale brésilienne des fabricants de revêtements de sol en bois durs (ANPM)<sup>15</sup>.

#### Site web de l'OIBT<sup>16</sup>

En 2018, l'OIBT a dévoilé son nouveau site web qui a changé de visage et offre une navigation plus intuitive permettant aux utilisateurs de trouver plus facilement l'information qu'ils recherchent. Le site web remanié inclut:

- Un carrousel présentant l'actualité des travaux de l'OIBT.
- Un accès direct depuis la page d'accueil aux publications phares de l'OIBT: le trimestriel Actualités des Forêts Tropicales et le bimensuel Tropical Timber Market Report.
- Une nouvelle section consacrée aux «ressources», qui permet de consulter facilement les lignes directrices et autres documents de politique forestière de l'OIBT, ainsi que ses rapports techniques, matériels publicitaires, vidéos et autres produits.
- Une photothèque sur les travaux de l'OIBT sur le terrain, accessible au grand public et dont les photos peuvent être téléchargées. Elle offre un moteur de recherche multiparamètres pour aider l'utilisateur à trouver les photos correspondant le mieux à leurs besoins.
- 11 www.thejakartapost.com/news/2014/11/18/revitalizationprojectaims-boost-bamboo-s-image.html and www. thejakartapost.com/news/2016/03/29/bamboo-rangersspearhead-sustainablemanagement.html
- 12 http://agroindonesia.co.id/2018/04/bambu-untuk-masyarakat-ngada
- 13 http://puspijak.org/index.php/berita/detail/190
- 14 www.youtube.com/watch?v=jO6BOEU15hc
- 15 www.anpm.org.br/zona-tampao-pulong-tau-ecossistemabio diversidade-e-pessoas-uma-nova-publicacao-do-projeto-itto/
- 16 www.itto.int



Un agent scanne un code-barres fixé sur un arbre d'une plantation située dans le Darién, au Panama, dans le cadre du système national de traçabilité du bois développé grâce à un projet de l'OIBT. Photo: R. Carrillo/OIBT

- Des liens vers les comptes de l'OIBT sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram, Twitter et YouTube.
- Des boutons pour s'abonner à Actualités des Forêts Tropicales, au Tropical Timber Market Report et à Tropical Forest News.

Le site web offre également:

- Des liens vers des actualités générales sur le secteur des forêts tropicales.
- Des informations sur les appels de l'OIBT à soumettre des propositions de projets, des candidatures au Programme de bourses de l'OIBT et sur des manifestations relevant des forêts organisées par l'OIBT, ses partenaires et autres acteurs.
- Un accès direct depuis la page d'accueil au moteur de recherche de projets/d'activités de l'OIBT, qui permet à l'utilisateur de télécharger des documents sur les produits des projets.
- Des liens rapides vers diverses sections du site web pour en savoir plus sur les travaux de l'Organisation.

#### Chaîne YouTube<sup>17</sup>

À la fin de l'année 2018, la chaîne YouTube de l'OIBT proposait un total de cent vidéos (contre 70 à la fin de 2017 et 35 à la fin de 2016) présentant divers aspects des travaux de l'Organisation. Ont été ajoutées en 2018 des séquences et des entretiens en lien avec la 54<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux; des vidéos illustrant l'autonomisation de femmes dans le cadre d'un projet de l'OIBT sur la restauration des forêts, la fabrication de charbon de bois et l'agroforesterie; le maintien de la paix dans le cadre de la restauration de forêts par des réfugiés et des communautés déplacées en Côte d'Ivoire; l'amélioration des conditions de vie de communautés locales de la zone riveraine du volcan Tacaná à la frontière entre le Guatemala et le Mexique; l'amélioration des pratiques de la GDF grâce à un nouveau logiciel d'aide à la préparation des plans de gestion forestière en Amazonie brésilienne; l'emploi durable des ressources en bambou en Indonésie; et des témoignages sur les avantages de la formation et de l'enseignement forestiers dans le bassin du Congo.

<sup>17</sup> www.youtube.com/user/ittosfm



Des étudiants de l'Université du Tokaï ont rendu visite à l'OIBT pour assister à un exposé sur les forêts tropicales et le commerce durable des bois tropicaux. Photo: OIBT



Le stand de l'OIBT à la Yokohama International (Kokusaï) Festa 2018. Photo: Y. Kamijo

#### Sensibilisation au Japon

L'OIBT a eu en 2018 des échanges avec des autorités de haut niveau de son pays hôte, le Japon, lors de visites de courtoisie à celles-ci, dont les suivantes:

- Visites de courtoisie à la Maire de la Ville de Yokohama, M<sup>me</sup> Fumiko Hayashi, ainsi qu'à des membres du Conseil de la ville.
- Une visite au siège de l'OIBT de la part du Comité responsable des affaires internationales, des affaires économiques, du port et du havre auprès du Conseil de la Ville de Yokohama.
- Une visite de courtoisie au Komeïto.

Au nombre des interactions notables qu'a eues l'OIBT avec la ville et le pays hôtes en 2018 figurent également:

- La participation de l'OIBT au Séminaire mondial pour la jeunesse organisé par l'Association de Yokohama pour la communication et les échanges internationaux (YOKE).
- Un séminaire de stratégie de communication pour l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
- L'installation d'une nouvelle terrasse en bois tropical d'origine légale et durable au siège de l'OIBT, grâce au généreux concours de la Ville de Yokohama.

- L'accueil d'élèves d'écoles élémentaires pour une présentation et une visite de l'OIBT dans le cadre du programme Allons visiter des organisations internationales!, organisé par la YOKE.
- La participation de l'OIBT au Festival international de Yokohama (Yokohama Kokusaï Festa).
- L'accueil à l'OIBT de stagiaires japonais de l'Université nationale de Yokohama et de l'Université Meiji Gakuin dans le cadre du Programme de stages de la YOKE.
- Des conférences sur les forêts tropicales et leurs contributions aux ODD à l'école primaire de Shin-Ishikawa, à l'Institut des arts numériques de Yokohama, à l'Université de la Ville de Yokohama, à l'Université du Tokaï et sur les stagiaires de la YOKE dans le cadre du Programme de conférences de la Ville de Yokohama.
- Des allocutions d'ouverture par M. Koji Hongo, Directeur général adjoint de l'Agence japonaise des forêts, et par M. Katsunori Watanabé, lors de la 54° session du Conseil international des bois tropicaux. Les délégués au Conseil se sont également rendus au village de Doshi dans le cadre d'une excursion organisée par la Ville de Yokohama pour leur présenter les meilleures pratiques de la gestion des bassins versants et la mise en œuvre réussie d'un dispositif de paiement en contrepartie de services environnementaux.

# Couverture de la 54<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux

Une page web dédiée à la 54° session du Conseil international des bois tropicaux a couvert son actualité quotidienne et ses développements, et diffusé des présentations, des photos, des interviews et divers éclairages <sup>18</sup>.

18 www.itto.int/ittc-54



Des membres du Secrétariat de l'OIBT rendent une visite de courtoisie à la Maire de la Ville de Yokohama, M<sup>me</sup> Fumiko Hayashi, et à des membres du Conseil de la ville. Photo: OIBT



L'OIBT a créé cette affiche pour célébrer l'édition 2018 de la Journée internationale des forêts.

#### Matériel publicitaire

Le Secrétariat de l'OIBT a en 2018 produit des bannières illustrant la manière dont les travaux de l'Organisation contribuent à la réalisation des ODD ainsi que d'autres matériels publicitaires, dont un infographique pour la Journée internationale des forêts, des écosacs, le calendrier 2018 et des dépliants.

#### Réseaux sociaux

L'OIBT a activement promu les travaux de l'OIBT et diffusé les produits de ses projets et activités par le biais de  $Facebook^{19}$ ,  $Instagram^{20}$ ,  $Twitter^{21}$  et YouTube.

<sup>19</sup> www.facebook.com/ittosfm

<sup>20</sup> www.instagram.com/itto\_sfm

<sup>21</sup> https://twitter.com/itto\_sfm





Ce chapitre se compose de deux parties: les états financiers résumés de l'OIBT préparés par le Secrétariat de l'OIBT et un extrait des états financiers de l'OIBT audités. Ces deux éléments font partie intégrante des rapports financiers qui, établis conformément au Règlement financier de l'OIBT et procédures afférentes, seront examinés par le Conseil international des bois tropicaux lors de sa 55° session en décembre 2019.

#### 1 États financiers résumés de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, préparés par le Secrétariat de l'OIBT

Les états financiers audités apportent des informations sur le bilan et le compte de résultat de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 (exercice 2018).

Eu égard aux comptes des projets de l'OIBT pour l'exercice 2018, de nouveaux engagements de contributions d'un montant de 3,8 millions \$EU ont été annoncés lors de la 54° session du Conseil international des bois tropicaux («le Conseil»). Pour cette période, les dépenses relatives aux projets se sont élevées à un total de 4,7 millions \$EU en notant qu'il s'agissait de projets qui avaient été pour la plupart financés avant l'exercice 2018. Les recettes totales des quotes-parts de contribution imputées au Compte administratif se sont chiffrées à 7,1 millions \$EU, dont 1,5 million \$EU n'avait pas été reçu au cours de l'exercice 2018, montant qui a été comptabilisé au titre des quotes-parts de contributions à recevoir (arriérés).

Lors de sa 54e session en novembre 2018, le Conseil a adopté la Décision 5(LIV) visant à améliorer l'architecture de financement et la levée de fonds de l'Organisation.

Des démarches de financement complémentaires vont être mises en œuvre à titre pilote tandis que de nouveaux cycles de projets et thématiques de programmes rationalisés vont être développés au cours des années à venir.

En application de cette décision, les informations relatives aux recettes et coûts directs et indirects associés à l'exécution de cette approche pilote seront portées dans les états financiers des années calendaires 2019, 2020 et 2021.

Conformément à son Règlement financier et procédures afférentes, l'OIBT a fait siennes les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) pour la préparation de ses états financiers. S'agissant de la troisième année de leur établissement en accord avec les normes IPSAS, les immobilisations sont désormais prises en compte et comptabilisées dans la mesure où la période d'exonération dont bénéficient les nouveaux adoptants des normes IPSAS est arrivée à son terme. Au nombre des autres faits saillants figurent notamment les suivants:

- 1. L'excédent pour l'exercice 2018 s'élève à 1,1 million \$EU, ce qui s'explique par les différences dans le calendrier d'application des recettes et dépenses (par ex., la totalité du Budget administratif est constatée à titre de recette au cours de l'exercice durant lequel les quotes-parts de contribution sont dues, alors que seules les dépenses encourues durant le même exercice sont constatées au titre de dépenses imputées au budget dudit exercice).
- 2. Les produits reportés ont diminué de 2,2 millions \$EU entre 2017 et 2018. La raison en est que des annonces de financement de projets effectuées au cours des années précédentes se sont concrétisées en 2018.
- 3. Les principales conséquences du fait que les immobilisations et les logiciels aient été constatés pour la première fois pour l'exercice 2018 se déclinent comme suit: 291 000 \$EU pour les immobilisations corporelles, 12 000 \$EU pour les actifs incorporels et 157 000 \$EU pour les contrats de locationacquisition.

L'OIBT est résolue à mettre en place des fondements solides en vue d'assurer la transparence et l'efficacité de sa gestion financière et de la communication de ses comptes. Outre l'adoption des meilleures pratiques de contrôle interne qui ont été introduites dans le Règlement financier de l'OIBT adopté en 2016, l'Organisation a adopté en 2018 sa Politique en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme aux fins de renforcer ses mesures de prévention de la fraude et de la mauvaise gestion financière.

Il est préconisé que l'OIBT continue de mettre en œuvre et de renforcer ses contrôles internes et ses mesures d'obligation redditionnelle en évaluant et en améliorant de manière proactive ses systèmes, et en adoptant les meilleures pratiques en vigueur dans des organisations de nature similaire. Parallèlement, il conviendrait de mettre en exergue l'importance du rôle du Conseil en sa qualité d'organe directeur, ce par des comptes rendus réguliers de la part du Secrétariat et une supervision adéquate par les membres du Conseil.

# 2 Extrait des états financiers audités de l'OIBT pour l'exercice clos au 31 décembre 2018

#### Bilan au 31 décembre

(en dollars des États-Unis)

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 908 049	16 878 793
Placements	-	-
Quotes-parts de contributions et contributions volontaires à recevoir	6 169 387	6 060 384
Autres comptes débiteurs	43 905	60 686
Virements anticipés – Projets	1 515 793	1 691 886
Virements anticipés – Autres	322 508	257 687
Total des actifs courants	23 959 642	24 949 435
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	290 661	99 307
Actifs incorporels	12 335	-
Autres actifs	-	-
Total des actifs non courants	302 996	99 307
Total des actifs	24 262 638	25 048 743
Passifs		
Passifs courants		
Comptes créditeurs – États membres	61 647	-
Perception anticipée de contributions volontaires — allouées	876 842	4 857 820
Perception anticipée de contributions volontaires — non allouées	443 943	284 326
Perception anticipée de quotes-parts de contribution	433 682	305 561
Autres passifs	715 387	921 187
Total des passifs courants	2 531 501	6 368 894
Passifs non courants		
Perception anticipée de contributions volontaires — allouées	11 764 348	10 031 805
Autres passifs	923 533	728 758
Total des passifs non courants	12 687 881	10 760 563
Total des passifs	15 219 382	17 129 456
Valeur nette entre total actifs et total passifs	9 043 256	7 919 286
Actifs nets		
Excédent accumulé – affecté	5 795 068	4 976 350
Excédent accumulé — non affecté	748 188	442 937
Réserves	2 500 000	2 500 000
Total des actifs nets	9 043 256	7 919 286

### Compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre

# (en dollars des États-Unis)

	2018	2017
Recettes		
Compte administratif		
Quotes-parts de contribution	7 123 539	7 178 516
Autres contributions volontaires	1 265 730	852 092
Produits financiers	14 656	15 197
Autres revenus	971	1 185
Compte des projets		
Contributions volontaires des États membres	4 418 350	3 377 631
Autres contributions volontaires	-	66 268
Revenus de l'appui au programme	403 721	198 265
Revenus des évaluations a posteriori	95 352	13 631
Produits financiers	46 013	20 764
Total des recettes	13 368 331	11 723 551
Dépenses		
Compte administratif		
Prestations dues au personnel	4 488 806	4 147 181
Autres dépenses de fonctionnement	2 514 504	2 580 772
Compte des projets		
Dépenses de projets	4 721 327	4 373 490
Dépréciation et amortissement	61 015	69 494
Autres dépenses	458 710	586 467
Total des dépenses	12 244 361	11 757 404
Excédent/(déficit) pour l'exercice	1 123 970	(33 852)

## État des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre

(en dollars des États-Unis)

	2018	2017
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement		
Excédent/(déficit) pour l'exercice	1 123 970	(33 852)
Ajustements pour rapprocher le déficit/l'excédent des flux de trésorerie nets		
Augmentation/(diminution) des provisions pour créances douteuses	469 182	559 409
Dépréciation et amortissement	61 015	69 494
(Gains)/pertes de change non réalisés	(4 411)	(19 765)
Variations des actifs		
(Augmentation)/diminution des quotes-parts de contribution à recevoir	(945 877)	(1 019 076)
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	367 693	(3 664 255)
(Augmentation)/diminution des autres comptes débiteurs	20 511	10 019
(Augmentation)/diminution des virements anticipés – Projets	176 093	(1 077 715)
(Augmentation)/diminution des virements anticipés – Autres	(64 821)	(81 461)
Variations des passifs		
(Diminution)/augmentation des comptes créditeurs — États membres	61 647	(41 038)
(Diminution)/augmentation des passifs – Autres	(159 293)	455 265
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de contributions volontaires – allouée	(2 248 434)	2 534 012
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de contributions volontaires – non allouée	159 617	(238 067)
(Diminution)/augmentation de la perception anticipée de quotes-parts de contribution	128 121	(194 478)
Flux de trésorerie nets provenant du fonctionnement	(854 989)	(2 741 510)
Flux de trésorerie provenant d'opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(64 930)	(20 624)
Acquisitions d'actifs incorporels	(13 709)	-
Flux de trésorerie nets provenant d'opérations d'investissement	(78 638)	(20 624)
Flux de trésorerie provenant d'opérations de financement		
Produit net/(paiement de) des passifs au titre des contrats de location-financement	(37 798)	(38 130)
Flux de trésorerie nets provenant d'opérations de financement	(37 798)	(38 130)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	681	17 522
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	(970 744)	(2 782 742)
Trésorerie et équivalents de trésorerie — début de l'exercice	16 878 793	19 661 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	15 908 049	16 878 793

#### Rapport d'audit sur le Programme de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, en application de la Décision 3(LIV) du Conseil international des bois tropicaux

M. Takeshi Tanaka, un expert-comptable certifié agréé au Japon, a procédé à un audit interne de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AML/CFT) de l'OIBT afin d'évaluer son adéquation et son efficacité. L'audit, qui a porté sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 de la première année d'application de ce Programme, a comporté un filtrage des partenaires existants et futurs pour l'exécution de projets.

Sur la base des procédures de l'audit interne, la conclusion a été que, en accord avec la Décision 3(LIV), l'OIBT a mis au point un programme adéquat afin d'éliminer le risque que des partenaires utilisent des fonds de l'OIBT à des fins autres que celles prévues.

Afin de renforcer l'adéquation et l'efficacité du Programme, ont été proposées les deux préconisations suivantes que l'OIBT a acceptées:

- Le responsable de la conformité a communiqué par courriel à l'ensemble du personnel de l'Organisation l'objet et le but de la mise en œuvre du Programme AML/CFT ainsi que les mesures nécessaires à cet effet. Il est préconisé que soit tenue à l'avenir une réunion de formation de manière à ce que tous les employés aient la possibilité de mieux comprendre le Programme.
- Du fait que 2019 est la première année de son adoption, le Programme AML/CFT a été mis en œuvre séparément du cycle des projets en cours en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre des projets. Il est préconisé que le Programme soit intégré aux manuels et cycles de projets en vigueur afin d'accroître l'efficience et l'efficacité du processus d'administration de l'OIBT dans son intégralité.

# 9. États membres et nombre de voix

États membres et nombre de voix (en décembre 2018, dans le cadre de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux)

Suite à l'adhésion, le 10 octobre 2018, du Venezuela (République bolivarienne du) à l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, l'OIBT compte désormais au total 74 États membres.

Membres producteurs (36)	2018	Membres consommateurs (38)	2018
	Nombre		Nombre
	de voix		de voix
Afrique		Albanie	10
Bénin	21	Australie	16
Cameroun	22	Chine	278
Congo	22	États-Unis d'Amérique	73
Côte d'Ivoire	21	Japon	156
Gabon	22	Norvège	10
Ghana	21	Nouvelle-Zélande	11
Libéria	21	République de Corée	60
Madagascar	21	Suisse	11
Mali	21	Union européenne	375
Mozambique	22	Allemagne	19
République centrafricaine	21	Autriche	10
République démocratique du	22	Belgique	15
Togo	21	Bulgarie	10
Asie-Pacifique		Chypre	10
Cambodge	19	Croatie	10
Fidji	14	Danemark	11
Inde	28	Espagne	14
Indonésie	88	Estonie	10
Malaisie	90	Finlande	10
Myanmar	49	France	29
Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	Grèce	11
Philippines	15	Hongrie	10
Thaïlande	37	Irlande	13
Viet Nam	16	Italie	22
Amérique latine et Caraïbes		Lettonie	10
Brésil	120	Lituanie	10
Colombie	23	Luxembourg	10
Costa Rica	13	Malte	10
Équateur	18	Pays-Bas	29
Guatemala	12	Pologne	11
Guyana	15	Portugal	13
Honduras	12	République tchèque	11
Mexique	24	Roumanie	10
Panama	12	Royaume-Uni de Grande-Bretagne	
Pérou	28	et de l'Irlande du Nord	26
Suriname	14	Slovaquie	10
Trinité-et-Tobago	10	Slovénie	10
Venezuela (République bolivarienne du)	20	Suède	11
TOTAL:	1000	TOTAL:	1000

